



La montée des périls

N° 61 Printemps 2007

Depuis une quinzaine d'années, le monde hésite dans un entre-deux opaque : la fin de la bipolarité URSS-USA a laissé libre cours à l'hyperpuissance étatsunienne, cependant que les géants de demain - la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Union européenne peut-être... - ne sont pas encore en mesure d'imposer un nouveau partage des pouvoirs. Dans cet entre-deux libéré de la peur nucléaire, on aurait pu s'attendre à ce que la politique retrouve tous ses droits. Sous la houlette de Washington, des compromis politiques raisonnables auraient pu permettre, semble-t-il, d'éteindre ou de réduire les principaux foyers de tension. Paradoxalement, c'est au contraire à une renonciation apparente aux outils de la politique que l'on a assisté : les deux analyses opposées de Francis Fukuyama sur la fin de l'Histoire, et de Samuel Huntington sur le clash des civilisations, avaient illustré en le théorisant ce retrait.

- Introduction : Rouvrir le champ du politique [TEXTE INTEGRAL]
Robert Bistolfi
- Partenariat UE-Tunisie : l'échec du modèle
Omar Mestiri et Sihem Bensedrine
- Les Balkans dans l'impasse
((Chiclet [13]))
- Proche-Orient et élection présidentielle 2007 [TEXTE INTEGRAL]
Pascal Boniface
- Israël : une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe
Oded Yinon
- Les infirmières bulgares dans les griffes de Kadhafi
((Chiclet [13]))
- Le fils
Giuseppe Norcia
- La Méditerranée. Berceau de l'avenir
Paul Balta, Claudine Rulleau
- Tauromachie, sport, culture
S. Fournier, C. Berné-Boissard, J.P. Michel
- Géopolitique de la Serbie
Alexis Troude
- Magritte rencontre Maghreb : ceci n'est pas un voile¹ La hijab story [REPRISE]
Judith Ezekiel
- Liban : la Résolution 1701 en sursis [TEXTE INTEGRAL]
Jean-Paul Chagnollaud
- Les chiites du Liban : Comment ils se perçoivent [TEXTE INTEGRAL]
Emilie Sueur
- Le Hezbollah : résistance, idéologie et politique
Entretien avec Amal Saad Ghorayeb
- L'Iran, centre de gravité de plusieurs conflits
Entretien avec Ahmad Salamatian
- Une Turquie en recherche de repères
Didier Billion et Zülâl Muslu
- Israël : vers quelle guerre ? [TEXTE INTEGRAL]
Uri Avnery
- Discours médiatique saoudien et médias panarabes
Mohammed El Oifi
- L'arabisme par delà nationalisme et islamisme [TEXTE INTEGRAL]

Actualités

- Editoriaux
- Analyses
- Cartographie
- Documents de référence
- Notes de lecture

Présentation

- La rédaction
- Cahiers de Confluences

Rechercher

- Les auteurs (à venir...)
- Mots clés
- Numéros parus

En savoir plus

- L'Harmattan
- Librairies
- Liens Internet

N° 61 Printemps 2007

Introduction : Rouvrir le champ du politique [TEXTE INTEGRAL]

Robert Bistolfi

Depuis une quinzaine d'années, le monde hésite dans un entre-deux opaque : la fin de la bipolarité URSS-USA a laissé libre cours à l'hyperpuissance étatsunienne, cependant que les géants de demain - la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Union européenne peut-être... - ne sont pas encore en mesure d'imposer un nouveau partage des pouvoirs.

Dans cet entre-deux libéré de la peur nucléaire, on aurait pu s'attendre à ce que la politique retrouve tous ses droits. Sous la houlette de Washington, des compromis politiques raisonnables auraient pu permettre, semble-t-il, d'éteindre ou de réduire les principaux foyers de tension. Paradoxalement, c'est au contraire à une renonciation apparente aux outils de la politique que l'on a assisté : les deux analyses opposées de Francis Fukuyama sur la fin de l'Histoire, et de Samuel Huntington sur le clash des civilisations, avaient illustré en le théorisant ce retrait. D'un côté, le marché devait unifier les comportements et le système démocratique triomphant voir des citoyens sacrifier pacifiquement aux délices de la société de consommation. Un glissement s'opérait déjà du politique au culturel, mais il était soft (la réalité reprenant vite ses droits, Fukuyama a ensuite dû corriger son optimisme initial). De l'autre côté, la dimension dramatique de l'histoire, loin d'être écartée, était pleinement assumée : le mur de Berlin n'était pas tombé qu'Huntington substituait l'affrontement des civilisations à la concurrence entre systèmes sociaux et proclamait que les guerres à venir auraient un moteur culturel. Le 11 septembre 2001 a semblé lui donner définitivement raison en désignant l'adversaire premier : le terrorisme islamiste avec, derrière, l'alimentant, un monde islamique perçu comme globalement fanatique. Ce glissement du terrain politique au champ culturel ne doit cependant pas faire illusion : derrière le théâtre d'ombres de la croisade bushienne contre le « fascisme vert », la bonne vieille realpolitik continue à opérer. Dans la région qui nous occupe – la Méditerranée, le Proche et le Moyen-Orient – les priorités de Washington demeurent les mêmes : sécuriser l'approvisionnement pétrolier et mieux ancrer le contrôle militaire. Dans ce schéma, perçu comme seul partenaire fiable dans la région, Israël reçoit un appui sans faille. L'Union européenne, quant à elle, voit sa déjà hésitante politique méditerranéenne concurrencée par le projet de « Grand Moyen-Orient ». Il demeure qu'en manipulant des références symboliques pour éviter des choix politiques difficiles, on a libéré des dynamiques identitaires aux effets imprévisibles. Lorsque les parties à un conflit se mettent chacune sous l'oriflamme d'un absolu, qu'il soit religieux ou idéologique, l'intelligence se fourvoie dans la trompette, – et la diplomatie, avec ses moyens artisanaux, ne parvient plus à construire des ponts. C'est au Proche et au Moyen-Orient, que cette libération imprudente de l'irrationnel a provoqué les effets

les plus dévastateurs. La dérive remonte loin dans le temps. Ainsi, pourrait-on comprendre Khomeiny et la révolution islamique en oubliant le renversement de Mossadegh et le despotisme du Chah, l'un voulu, l'autre toléré par l'Occident, les deux conformes à ses intérêts immédiats ? Sans ces interventions extérieures, l'histoire moderne de l'Iran aurait pu déboucher sur autre chose qu'un ressourcement religieux passéiste. Remontant encore plus haut dans le temps, faut-il rappeler le pacte immoral conclu par les Etats-Unis et les Saoud, pacte qui – pour l'accès au pétrole de la péninsule – a vu un peuple arabe être durablement abandonné au double absolutisme d'un monarque et d'un wahhabisme policier ? Peut-on ne pas évoquer l'Afghanistan ? Pour contrer les Soviétiques, Washington avait soutenu sans discernement des mouvements fondamentalistes et permis, entre autre, à Oussama Ben Laden d'y faire ses premières armes. Vingt-cinq ans de guerres et d'interventions diverses ont pour résultat aujourd'hui un retour en force des Talibans. Depuis plus d'un demi-siècle, les Palestiniens ont été à l'épicentre de toutes les ondes de choc qui ont ébranlé le monde arabo-musulman. D'une réponse juste politique s'il en est – à leurs aspirations nationales dépendait une évolution dédramatisée de l'ensemble de la région. C'est pourtant sur ce dossier central que la régression la plus préoccupante du conflit politique vers un affrontement « civilisationnel » à base religieuse est intervenue. Les étapes proprement politiques, les initiatives qui auraient pu changer radicalement la donne ont toutes été suivies d'échecs. Ces initiatives avaient pourtant été nombreuses : elles ont jalonné du côté arabe de lentes renonciations à l'objectif central qu'avait longtemps été la destruction d'un Etat d'Israël illégitimement imposé. Quelques étapes essentielles : la reconnaissance séparée de l'Etat hébreu par l'Egypte (qui a laissé irrésolue la question palestinienne) ; la décision de l'OLP de construire un Etat limité aux terres conquises par Israël en 1967 ; la suppression par l'OLP, dans sa Charte, de l'objectif de destruction d'Israël ; la Conférence de Madrid et le processus d'Oslo ; les Intifadas, que les historiens décriront peut-être un jour comme d'ultimes tentatives pour redresser la barre après qu'Oslo ait révélé sa part de pari risqué ; le « Plan Abdallah », qui a vu pour la première fois tous les pays arabes offrir à Israël d'échanger la reconnaissance et la paix contre la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, – soit sur 18 % de la Palestine mandataire. L'histoire des compromis

ratés entre les deux projets nationaux, palestinien et israélien, est d'abord celle de l'intransigeance d'un l'Etat juif orienté, après 1967, par une idéologie du « Grand Israël » devenue durablement hégémonique (en témoigne la politique de colonisation poursuivie à travers tous les changements de majorité). Cette histoire est aussi celle de la montée en puissance des référents religieux dans les deux sociétés. Considérant comme centrale la question de l'Etat, le sionisme en tant que projet politique n'avait pas, au départ, fétichisé la terre, ni sa localisation en « Terre Sainte » : le glissement vers la légitimation biblique n'est intervenu qu'ensuite, en liaison avec les conquêtes territoriales. Dans le mouvement palestinien, le projet national se confondait avec un objectif démocratique, progressiste et laïque : se retrouvaient en son sein musulmans et chrétiens, croyants et noncroyants... Parallèlement aux glissements du sionisme vers une idéologie à forte composante religieuse, va prendre corps dans la société palestinienne, mais très tardivement, une mouvance religieuse, islamique. Si ses débuts ont été favorisés, dans les Universités en particulier, par un occupant israélien désireux de contrer l'OLP, sa montée en puissance ultérieure a été largement déterminée par l'inaboutissement du processus politique où s'était engagée cette même OLP. Longtemps, le Hamas ne s'était pas défini comme concurrent du Fatah sur le terrain de la lutte nationale palestinienne. Porté par une idéologie religieuse, c'était à l'islamisation de la société qu'il se consacrait. Si Israël était un ennemi, c'était en raison des atteintes portées à des intérêts centraux de l'islam, – dont l'annexion et l'étouffement par Israël de la Jérusalem arabe avec ses « lieux saints ». Ce n'est que progressivement, avec la dégradation des conditions de vie en Cisjordanie, et surtout à Gaza, avec la corruption d'une partie de l'appareil politique et administratif d'un Fatah hégémonique, avec l'évidence que la voie du compromis avec Israël aboutissait à une impasse, que le Hamas a été conduit à assumer lui aussi une responsabilité de premier plan dans la lutte nationale. Si l'on en croit nombre d'observateurs, sa participation aux élections de janvier 2006 aurait relevé de l'exercice contraint, et son succès – qu'il n'aurait pas souhaité – l'a obligé à abandonner la position bénéfique qu'il occupait jusque-là (cette position était celle d'un mouvement échappant aux compromissions de tout pouvoir tout en lui permettant de poursuivre son investissement de la société et d'exercer une pression permanente sur l'Autorité palestinienne). A

Washington et dans les capitales européennes, les commentaires sur le succès électoral du Hamas ont pris des accents funèbres. On connaît la suite : au lieu de s'interroger sur les responsabilités de la « communauté internationale », sur celles, premières, d'Israël et de son suzerain, l'on s'est enfermé dans des mesures coercitives à courte vue qui ont fini de désespérer la société palestinienne en parachevant la destruction de son embryon d'Etat. On ne saurait imaginer négation aussi totale du politique : en ne respectant pas les choix des Palestiniens lors d'élections dont tous les observateurs ont reconnu le caractère démocratique, en étranglant financièrement des populations désagrégées par la pauvreté, en exigeant une reddition en rase campagne du Hamas (reddition comportant l'abandon, sans contrepartie, de la seule carte dont il dispose et qui tient à son refus de reconnaissance de la légitimité d'Israël), en attisant de diverses manières la concurrence entre organisations, en achevant de démonétiser Mahmoud Abbas, n'at-on pas joué dangereusement avec le feu ? Si la seule perspective ouverte au bout de cette stratégie aveugle devait consister en une relance d'un Quartet 1 et d'une Feuille de route depuis longtemps décrédibilisés, n'est-ce pas que certains ont fait d'une guerre civile entre Palestiniens le moyen inavoué de redistribuer totalement les cartes au profit d'Israël ? Pourtant, la prise de conscience avait progressé partout dans le monde qu'une solution de la question palestinienne devenait urgente, qu'en la réglant on réduirait l'une des causes principales où s'alimentent nombre d'extrémismes dans le monde arabo-musulman. Suscitant des solidarités myopes bien longtemps après ses débuts difficiles, l'Etat d'Israël et ses groupes de pression extérieurs avaient ancré, chez des Européens traumatisés par les souvenirs du génocide, la conviction qu'au Proche-Orient un David désarmé était toujours menacé de mort. Efficace, la démarche avait permis d'occulter l'effacement programmé du peuple palestinien porté par le projet de « Grand Israël ». Sous couvert de traiter équitablement les deux parties en les invitant à des concessions croisées, le « deux-poids, deux-mesures » qui a été pratiqué a cependant révélé progressivement son hypocrisie. Le David n'était pas celui des deux que l'on croyait et, face à un Etat d'Israël incapable de dominer sa suprématie pour tendre la main à l'autre, le sentiment s'est partout développé que la responsabilité première du blocage proche-oriental incombait à Israël. La récente guerre du Liban a fini de

déssiller les yeux de nombre d'observateurs hésitants. Dans les coeurs et les esprits, un renversement des adhésions est intervenu : est-ce un hasard si un sondage lancé par la BBC dans vingt-sept pays place Israël en tête des pays impopulaires, avant l'Iran ou la Corée du Nord ? Paradoxalement la victoire électorale du Hamas aurait pu être l'occasion d'un ressaisissement, d'un réinvestissement du champ politique et d'une intervention visant à imposer de l'extérieur une solution dont chacun pressent qu'elle ne pourra se nouer qu'autour du principe d'un échange de la terre contre la paix et d'un traitement juste du problème des réfugiés. Les recherches de solutions du passé – de celles tentées par Bill Clinton à l'Initiative de Genève – ont laissé des acquis : ne dessinent-ils pas les premiers contours de compromis envisageables ? Avant d'en arriver là, et à l'encontre de ce qui a été choisi, il apparaissait d'abord urgent de stabiliser la situation en Cisjordanie et à Gaza. Se substituant aux grands acteurs de l'extérieur, une fois de plus défaillants, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a heureusement permis une décélération des affrontements entre Fatah et Hamas, puis aidé à un accord politique ouvrant la voie à la constitution d'un gouvernement d'union. Il est plus que positif que cette médiation arabe ait abouti : elle manifeste, chez un certain nombre d'acteurs de la région, une volonté encore incertaine de se repositionner sur le terrain politique et diplomatique contre l'emballement des affrontements idéologiques et religieux. Relèvent d'une préoccupation identique les efforts que ce même roi Abdallah déploie pour réduire – alors qu'elles sont attisées par la décomposition de l'Irak – les tensions entre Sunnites et Chiites. Ses efforts de médiation dans la crise libanaise s'inscrivent dans cette perspective. De même, sa rencontre avec le président Ahmadinejad, à Riyad, début mars 2007, présente un intérêt particulier : à travers l'évocation des foyers de tous les dangers : Irak, Liban, Golfe..., elle a annoncé, fut-ce timidement, une volonté de réappropriation de leur avenir par les grands acteurs régionaux. Pas plus que le responsable étatsunien de l'aventure irakienne, aucun de ces acteurs n'est en mesure de peser de manière déterminante sur son issue, mais les risques d'un embrasement généralisé sont tels que tout effort visant à éteindre des brasiers connexes de l'incendie central irakien doivent être perçus positivement et encouragés. Cela dit, l'avenir du Proche et du Moyen-Orient dépend toujours, pour l'essentiel, de choix extérieurs à la région et,

d'abord, des décisions de Washington. Peut-on espérer dans l'immédiat des réorientations majeures de l'administration américaine ? Deux documents qui émanent d'anciens responsables politiques de premier plan – et non de pacifistes inconséquents – avaient tiré la sonnette d'alarme mais n'ont pas eu jusqu'ici d'effets significatifs visibles. Le premier émanait des deux co-présidents de la « Commission d'études sur l'Irak » formée de républicains et de démocrates : James Baker et Lee Hamilton. Dans les recommandations qu'ils avaient remises au président Bush, le 6 décembre 2006, ils affichaient d'abord un profond pessimisme en affirmant que « personne ne peut garantir à l'heure actuelle qu'une quelconque série de mesures enrayera les affrontements confessionnels, la violence croissante ou un glissement dans le chaos ». Mais ils traçaient néanmoins des pistes pour une politique de sortie de crise. S'ils se prononçaient contre un retrait « prématuré d'Irak qui entraînerait très certainement une augmentation des violences religieuses et une détérioration accrue de la situation », s'ils admettaient même qu'un accroissement momentané de la troupe pourrait être nécessaire, c'était seulement pour mieux prévoir un départ en forçant les Irakiens à se prendre en charge : « Il n'est pas question que les autres besoins de l'Amérique en termes de sécurité et le futur de notre armée soient les otages de l'action ou de l'immobilisme du gouvernement irakien ». En bref, les étapes envisagées désignaient implicitement 2008 comme l'année de retournement de l'engagement militaire étatsunien³. Le programme dessiné n'éludait aucun dossier sensible et invitait à des révisions plus que significatives en préconisant un dialogue avec le grand ayatollah Sistani et avec Moqtada Al-Sadr, une réinsertion des baasistes et des nationalistes arabes, une renonciation à tout projet de division du pays en trois régions semi-autonomes, un partage équitable des revenus pétroliers et la réaffirmation « que les Etats-Unis ne cherchent pas à prendre le contrôle du pétrole irakien », etc. Sur le plan international, l'aggiornamento préconisé était aussi ambitieux puisqu'il prévoyait d'engager un dialogue constructif avec la Syrie et l'Iran, et de « renouveler l'engagement américain pour une paix globale entre Arabes et Israéliens, et ce sur tous les fronts » : Liban, Syrie, Palestine. Concrètement, avec une référence explicite à la Conférence de Madrid de 1991, il était proposé « la convocation et la tenue inconditionnelles de rencontres », d'un côté entre Israël, le Liban et la Syrie, de l'autre entre Israël

et les Palestiniens⁴. Sous l'égide des Etats-Unis et du Quartet, ces rencontres auraient pour objectif la négociation d'accords de paix. Dans le cadre d'un accord abouti, les Israéliens devraient restituer le Golan. Pour ce qui est de la Palestine, à partir des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et du principe « terres contre paix », des négociations durables devraient aboutir à régler tous les points juridico-politiques litigieux – frontières, Jérusalem, colonies, réfugiés... – liés à « la solution à deux Etats » (« dans la ligne de l'engagement pris par le président Bush en juin 2002 »). La tonalité de la recommandation Baker-Hamilton laisse peu de place à l'indétermination : c'est à une obligation de résultat que les deux négociations devraient selon eux satisfaire, et l'on perçoit bien, sous-jacente, l'idée que comme à la Conférence de Madrid où James Baker fut déjà actif et imposa ses vues à un Yitzhak Shamir rétif, Washington devrait si nécessaire exercer sa détermination musclée sur un Ehud Olmert au moins aussi réticent que son lointain prédécesseur, mais disposant de beaucoup moins de cartes que lui. Quatre mois après la remise de ce texte, on ne peut pas dire – sauf à considérer comme significatives quelques mesures ponctuelles – qu'il a induit une réelle réorientation stratégique sur les fronts principaux qu'ils avait identifiés. Le second document évoqué plus haut, dont l'importance est liée aux réorientations stratégiques majeures qu'il préconise, concerne le nucléaire. Sa visée est de portée mondiale, mais comporte à l'évidence des liens directs avec le brûlant dossier iranien. Le texte émane, là aussi, de quatre hauts responsables politiques, comme Henry Kissinger et George Schultz qui furent Secrétaires d'Etat sous deux anciens présidents. Sous le titre « A world free of Nuclear Weapons », le texte part d'un triple constat : l'effacement du rôle dissuasif « classique » de l'arme atomique avec la fin de la guerre froide, les préoccupations actuelles touchant à la dissuasion par nombre d'Etats se sentant menacés, les dangers réels et croissants d'un terrorisme nucléaire échappant aux règles de la dissuasion⁵. En remontant dans le temps, deux dates apparaissent essentielles : 1968, avec la signature du Traité de non-prolifération (TNP), et 1986 où, à Reykjavik, Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev n'ont pu se mettre d'accord pour une éradication de l'arme nucléaire. L'un des deux volets essentiels du traité de non-prolifération – l'engagement des Etats dotés d'armes nucléaires de se défaire de cet armement – n'a donc pas été suivi d'effets. Ce que proposent les auteurs

c'est en fait de reprendre la tâche là où l'on avait échoué il y a vingt ans : viser à l'élimination pure et simple de l'arme nucléaire. Et cette tâche, selon eux, incombe aux seuls Etats-Unis qui ont les moyens de la puissance et qui « doivent lancer une grande action reposant sur des étapes concrètes à franchir ». Le document détaille une série de mesures progressives et concordantes pour rendre crédible la démarche étatsunienne et établir un consensus mondial autour de l'objectif central de la dénucléarisation de la planète. On n'entrera pas, ici, dans la description du plan, sinon pour en évoquer quelques mesures qui, telle la réduction substantielle des arsenaux nucléaires de tous les Etats qui en sont dotés, la ratification par Washington du traité d'interdiction complète des essais, l'éradication des missiles à courte portée qui sont conçus pour un déploiement avancé, l'aide soutenue au développement du nucléaire civil..., accroîtraient à la fois la force de séduction du programme et donneraient un poids accru aux efforts de dissuasion spécifiquement orientés. Le dossier iranien est bien sûr ici l'un de ceux directement en ligne de mire. D'autant plus que les auteurs du mémoire insistent sur la nécessité de « redoubler d'efforts pour résoudre les tensions et conflits régionaux susceptibles de donner naissance à de nouvelles puissances nucléaires ». En bref, ce qui se lit en filigrane, c'est que toute démarche de fermeté à l'égard de l'Iran comme toute stratégie de prévention de la dissémination nucléaire devrait passer par un engagement clair et déterminé des Etats-Unis en faveur d'un désarmement effectif et d'un traitement politique des problèmes régionaux. Comme pour le mémorandum Baker-Hamilton, nul écho n'est encore perceptible à ce jour d'une prise en considération à haut niveau des réorientations stratégiques qui sont proposées. Au contraire : la volonté du président Bush d'implanter un bouclier anti-missiles en Europe suscite des inquiétudes dans plusieurs pays, dont la presse s'est fait l'écho. Lorsqu'on affirme que c'est contre un danger iranien prioritaire et imminent que cette implantation est envisagée, il est évident que ce n'est en rien la voie de la désescalade qui a été choisie à Washington... Alors que l'on est entré dans une longue période de turbulence électorale, il était sans doute illusoire d'attendre de Washington des réorientations stratégiques majeures. Les démocrates ont conquis la majorité à la Chambre des représentants, mais au Sénat cette majorité est plus que fragile. Pour autant, une victoire démocrate à la Présidentielle de 2008 ouvrirait-elle la

voie aux changements radicaux que l'urgence des dossiers proche et moyen-oriental appelle ? On peut en douter. S'ils ont évolué sur le dossier irakien après avoir voté la guerre, s'ils soutiennent maintenant les efforts de stabilisation politique du Président Bush, iront-ils jusqu'à l'affronter en demandant explicitement, comme ils l'avaient envisagé, un retrait des troupes en 2008 ? Sur le dossier israélo-palestinien également, l'approche alternative qui pourrait être celle des démocrates en serait-elle réellement une ? Lorsqu'on sait que, même s'il relève de démarches idéologiquement différentes, le soutien à Israël est également fort dans les deux familles politiques, républicaine et démocrate, que le lobby pro-israélien travaille activement l'opinion et les élus pour maintenir un soutien sans faille à Tel-Aviv, on peut douter que les initiatives souhaitées par James Baker et Lee Hamilton prennent rapidement corps. Des grands acteurs autres – Union européenne et Russie – peut-on attendre des initiatives régionales allant au-delà des manifestations d'indépendance, périphériques et mineures, tolérées par l'hyperpuissance ? Sur le dossier nucléaire, Mikhaïl Gorbatchev a souhaité que la Russie et les autres grandes puissances nucléaires s'associent avec détermination à la démarche préconisée par le « mémorandum Kissinger-Schultz- Nunn-Perry », dont il approuve entièrement les ambitions⁶. Mais tant que Washington ne révisera pas son approche du dossier – et rien ne l'annonce – ce renversement stratégique demeurera un vœu pieux. S'agissant de la question palestinienne, où l'Union européenne a prétendu, parfois, développer une approche autonome, l'expérience passée n'incite pas davantage à l'optimisme. Au-delà de quelques prises de position qui furent parfois courageuses et indépendantes (telle la « Déclaration de Venise », en 1980), la capacité d'intervention de l'Union est freinée ou bloquée par ses divisions internes : le poids culpabilisant de l'histoire chez certains, les tropismes atlantistes chez d'autres, la perméabilité aux pressions d'Israël et de ses relais dans les Etats-membres... font que dans les rares occasions où une position ferme en faveur des Palestiniens aurait pu être prise, le recul l'a emporté. Les exemples, au fil du temps, abondent. Ainsi, en 2002 lorsque le Parlement européen demande la suspension de l'accord d'association UE-Israël pour sanctionner la politique d'Ariel Sharon en Palestine occupée, la résolution qu'il adopte n'est pas suivie d'effet. Ainsi encore lorsque les consuls des Etats membres à Jérusalem et Ramallah dénoncent l'annexion

de fait de Jérusalem-Est par Israël, leur rapport est mis sous le boisseau à Bruxelles. Ainsi, enfin, lorsque les trois grands pays méditerranéens de l'Union européenne – France, Italie, Espagne – lancent en novembre 2006 une initiative commune pour débloquer la situation au Proche-Orient, leurs propositions ne sont pas entendues par tous leurs partenaires : les conclusions du Conseil européen de décembre dernier n'en font même pas une mention explicite. Malgré toutes ces désillusions, c'est cependant l'Union européenne qui apparaît la seule à même de débloquer la situation au Proche-Orient. C'est ce à quoi l'invite, par exemple, un observateur aussi éclairé que Simon Malley, ancien conseiller du président Clinton pour le proche-Orient, lorsqu'il dénonce chez les Européens « une croyance démesurée dans l'obstination américaine et une foi insuffisante dans sa capacité propre ⁷ ». Alors que la situation des Palestiniens s'aggrave chaque jour, une vraie prise de distance critique à l'égard de la politique poursuivie jusqu'ici consisterait d'abord à soutenir leur gouvernement d'union nationale, cela en renonçant aux conditions inacceptables qu'on voudrait imposer. Ces conditions – reconnaissance formelle d'Israël, renonciation à la violence, acceptation des accords passés – devraient être la finalité, l'aboutissement d'un processus, et non des préalables. Les maintenir comme tels reviendrait à jouer la carte dangereuse de l'anomie de la société palestinienne, des affrontements, de la guerre civile, en tablant sur un hypothétique retournement de l'opinion contre le Hamas. Cette approche cynique a jusqu'ici échoué : alors que de multiples signes d'accommodement ont été donnés par le Hamas et Isma'il Haniyeh – respect des résolutions internationales et des accords signés par l'OLP, maintien de la trêve instaurée il y a deux ans, reprise des pourparlers de paix confiée à Abou Mazen (Mahmoud Abbas) en tant que président de l'OLP, acceptation d'un Etat dans les frontières de la Palestine de 1967... – une attitude de fermeture durable de l'Union européenne, qui continuerait d'être calquée sur celle de Tel Aviv et de Washington, irait dangereusement à l'encontre du but recherché. Les abandons réclamés du Hamas – et d'abord la renonciation sans contrepartie à une violence s'inscrivant dans une défense légitime des droits nationaux – relèvent de l'ingérence plus que de la médiation pacificatrice. De cette ingérence occidentale et européenne, Hubert Védrine a récemment rappelé qu'elle était délégitimée aux yeux des Arabes par « sa partialité et son cynisme dans le conflit israélo-

palestinien 8 ». Restaurer la crédibilité de l'Union européenne consisterait aujourd'hui, dans le contexte créé par le succès des pourparlers d'union entre Palestiniens, un succès encore fragile, à reconnaître une pleine légitimité à l'ensemble du gouvernement palestinien, à retirer le Hamas de la liste des organisations terroristes, à reprendre par des canaux gouvernementaux transparents l'aide à une Palestine exsangue. La question palestinienne est toujours là. Dans son percutant et lucide essai, Hubert Védrine fait remonter la fin du processus de paix à 1995, à l'assassinat d'Yitzhak Rabin. « Cette plaie ouverte – souligne-t-il – envenime toute la relation Occident-Orient ». Nous voici ramenés, en effet, à la question de départ : comment rouvrir le champ du politique et remettre de la raison là où les dossiers politiques non traités à hauteur voulue se transforment en abcès purulents et libèrent des passions religieuses mortifères. Si l'Union européenne n'est pas en mesure, seule, d'imposer une solution douloureuse à Israël, du moins pourrait-elle sortir de son suivisme à l'égard de Washington et de Tel-Aviv pour, en rappelant le droit, dire également la justice et tracer une voie de sortie au conflit essentiel de la région. Ce faisant, elle restaurerait aussi, dans le monde arabo-musulman, le prestige de la raison politique. Et également sa propre image. ■

Notes

1. Le Quartet (ou Quatuor) est composé de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie. 2. Steven Kull, directeur du Programme sur les opinions politiques internationales (Pipa) de l'université du Maryland indique qu'« il semble que les gens à travers le monde ont une mauvaise opinion des pays dont l'image est marquée par la recherche du pouvoir militaire ». Cf. *Nouvel Obs.* du 6 mars 2007. 3. Un lien est fait entre les situations en Irak et en Afghanistan, pays pour lequel une aide accrue, politique, économique et militaire est jugée essentielle : le rapport Baker-Hamilton propose que les ressources libérées lorsque les forces militaires américaines quitteront l'Irak soient affectées à l'Afghanistan. 4. Selon le mémorandum Baker-Hamilton, seuls devraient être admis à cette rencontre les Palestiniens qui « reconnaissent le droit à l'existence de l'Etat hébreu ». 5. Henry A. Kissinger, George P. Schultz, Sam Nunn, William J. Perry : *A world free of Nuclear*

Weapons, The Wall street Journal, 4 janvier 2007. De larges extraits en ont été publiés par Le Monde du 24 janvier 2007 sous le titre : Guérir de la folie nucléaire. 6. Mikhaïl Gorbatchev : The Nuclear Threat, The Wall street Journal, 31 janvier 2007. 7. Robert Malley : Palestine, l'Europe face à ses responsabilités, Le Monde, 14 mars 2007. 8. Hubert Védrine : Continuer l'Histoire, Ed. Fayard, janvier 2007.

Abonnement Contact Qui sommes-nous ?
design by Studio4u

Actualités

- Editoriaux
- Analyses
- Cartographie
- Documents de référence
- Notes de lecture

Présentation

- La rédaction
- Cahiers de Confluences

Rechercher

- Les auteurs (à venir...)
- Mots clés
- Numéros parus

En savoir plus

- L'Harmattan
- Librairies
- Liens Internet

N° 61 Printemps 2007

Proche-Orient et élection présidentielle 2007 [TEXTE INTEGRAL]

Pascal Boniface

Sur le plan international, le Proche-Orient est un sujet essentiel, c'est la zone stratégique majeure, l'épicentre d'un éventuel choc des civilisations. Sur le plan national, c'est le conflit qui divise le plus la société française, au delà des clivages politiques traditionnels.

Du parti socialiste à l'UMP, en passant sur l'UDF et les Verts,

les sensibilités sur le sujet sont diverses au sein de chaque parti. Les non-dits y sont nombreux. Seules des grandes formations représentées au Parlement, le Parti communiste n'est pas divisé. C'est un thème sur lequel il est confortable de se réfugier derrière des slogans. Tout le monde va se déclarer pour la paix. La belle affaire ! Aucun responsable ne se prononcera pour la poursuite du conflit israélo-palestinien. Au-delà de cette pétition de principe, l'accord est relativement global pour se déclarer en faveur des deux Etats, un Etat d'Israël reconnu par les pays arabes dans des frontières sûres et un Etat palestinien viable. De façon moins affirmée mais néanmoins toujours majoritaire, il existe un consensus pour estimer que cet Etat Palestinien devrait peu ou prou recouvrer les frontières de 1967, avoir Jérusalem pour capitale, et pour que d'éventuelles modifications frontalières soient mutuellement agréées entre Israéliens et Palestiniens. A partir de là, ambiguïtés, contorsions et langue de bois sont de mise. Les candidats à l'élection présidentielle semblent ne pas vouloir prendre le risque de s'exprimer sur le statut final, sur les frontières et surtout les responsabilités qui empêchent de parvenir à ce règlement ! Ce dernier, unanimement souhaité en théorie, reste impossible à réaliser en pratique depuis tant d'années. Et la perpétuation de ce conflit a des répercussions directes et malsaines. Il a contribué à une très forte dégradation du climat intellectuel et au développement d'un communautarisme de repli et de crispations communautaires à un niveau rarement atteint. Des Juifs ont été victimes d'agressions en résonance avec les événements du Proche-Orient. Une fraction radicalisée de la communauté juive cède à la tentation de stigmatiser les Arabes en référence aux combats proche-orientaux. Et certains intellectuels, autrefois universalistes, ont cédé aux sirènes d'un communautarisme d'autant plus agressif qu'il est nié. La France a la plus grande minorité juive ainsi que la plus grande minorité musulmane d'Europe. Cela devrait constituer d'indiscutables atouts pour son rayonnement extérieur. Ce n'est pas le cas. Notre pays qui devrait être fort de la richesse et de la diversité de ses communautés ne peut en profiter. Il subit au contraire une montée de tensions, sur le plan intérieur. Il est doublement perdant. Les préoccupations d'ordre intérieur viennent régulièrement empiéter sur la détermination de notre politique étrangère. La France est régulièrement accusée d'avoir une politique arabe en fonction de l'importance des musulmans dans le corps électoral. C'est historiquement faux.

Lorsque le général De Gaulle a fait prendre à la diplomatie française un virage historique en 1967, en rompant l'Alliance stratégique avec Israël, parmi les Arabes vivant dans notre pays et qui en avaient la citoyenneté, très peu étaient des électeurs. Il est vrai néanmoins qu'aujourd'hui pour nombre de jeunes Arabes, la question palestinienne est une question d'identité qui les touche profondément. Ils expriment une solidarité à l'égard des Palestiniens. Mais le sort de ces derniers mobilise également, même de façon diffuse de nombreuses personnes sensibles au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Plusieurs responsables estiment également que critiquer Israël revient à prendre le risque de se couper des Juifs de France, dont une majorité ont une relation forte et, pour certains, passionnelle avec Israël. Une relation en tous les cas plus forte que celle qui peut attacher d'autres fractions de la population aux Palestiniens. De là plusieurs erreurs possibles. La première consisterait à ne plus s'occuper activement de ce dossier, trop sensible sur le plan intérieur et sur lequel il n'y a que des coups à prendre. Le nouveau Président pourrait se contenter de rappeler solennellement son attachement à la paix, sa condamnation des extrémistes des deux camps, mais sans essayer de se mêler directement de l'affaire. Si Israéliens et Palestiniens étaient dans une phase de négociations bilatérales, établies sur la confiance mutuelle et avec un objectif partagé, cela pourrait se concevoir. Si ce n'était pas le cas, la France ne peut être inactive sur le dossier sauf à renoncer à toute ambition internationale. La seconde erreur consiste à déterminer notre politique étrangère selon les critères de calcul électoral intérieur. Qu'est-ce qui rapporte le plus ? Quelle est la minorité dont le vote est le plus orientée en fonction de l'approche du traitement du conflit du Proche-Orient ? Certains peuvent estimer que si la minorité juive est moins nombreuse, elle est plus influente et surtout que, pour son vote, le conflit est un aspect plus déterminant. Si les Arabes sont plus nombreux, leurs choix électoraux peuvent être plus orientés par d'autres aspects comme la facilitation de leurs pratiques culturelles ou leur intégration sociale et la fin de discriminations qui les frappent. Certains estiment qu'ils n'ont pas un lien fusionnel avec la Palestine, et qu'on ne peut pas faire un parallèle avec l'attachement de la majorité des Juifs de France pour Israël. Les autorités françaises ont pris la décision stratégique, pour améliorer l'atmosphère, de découpler les relations bilatérales de la question du conflit du Proche-Orient. Les relations franco-

israéliennes sur le plan économique, culturel, politique doivent être saines et sereines quelles que soient nos divergences sur le conflit. La prochaine étape devra-t-elle être de n'avoir plus de divergences sur le conflit lui-même en acceptant la vision israélienne ? En 2005, l'ambassadeur de France en Israël dans une note stratégique expliquait que si on voulait se réconcilier avec les Israéliens, il y avait une chose à faire : ne plus leur parler des Palestiniens. Il est vrai que notre pays était majoritairement vu en Israël comme étant trop favorable aux Arabes, partisan en faveur des Palestiniens et systématiquement hostile à Israël. Nos compatriotes ayant la double nationalité franco-israélienne, ou tout simplement établis en Israël sont souvent plus virulents à l'égard de Paris que la moyenne des Israéliens ! Cruel paradoxe de constater que ceux qui pourraient être un pont estiment que le fossé s'élargit et est devenu difficilement franchissable. Lorsqu'ils plaident pour un rapprochement des positions entre Paris et Tel Aviv, ils attendent généralement que la France fasse l'essentiel du chemin. La tradition développée tant par le Général de Gaulle que par François Mitterrand était d'agir en fonction de principes universels. Ils espéraient, de ce fait, que les différentes communautés les privilégieraient également, chacune réalisant que c'était là leur intérêt commun. De Gaulle passait pour hostile à Israël dans la mesure où c'était lui qui avait rompu les accords stratégiques qui liaient nos deux pays. On lui reproche toujours cette phrase sur le « peuple d'élite, sûr de lui et dominateur ». On oublie au passage la façon très clairvoyante dont il avait après la guerre de 1967 mis en garde Israël contre les risques potentiels de l'occupation militaire d'un autre peuple. Mitterrand était considéré comme un ami d'Israël et certainement comme le plus judéophile des Présidents. Cela n'a pas empêché qu'il soit traité d'antisémite par une partie de l'extrême droite juive, pour son opposition à la guerre du Liban de 1982. Il n'a pourtant jamais failli dans sa lutte contre l'antisémitisme même si certains lui reprochent de ne pas avoir reconnu la responsabilité de l'Etat français pour les exactions commises par Vichy. Mais pour Mitterrand, Vichy, ce n'était pas la France. Toujours est-il que dans son discours devant la Knesset en 1982 (où il s'était par ailleurs clairement engagé en faveur de la sécurité d'Israël : n'avait-il pas levé la loi sur l'embargo qui frappait le pays), il se prononçait pour la reconnaissance du droit des Palestiniens à avoir leur Etat.

Jacques Chirac est passé par toutes les phases dans les relations

franco- israélienne, la France ayant vécu une campagne d'accusation d'antisémitisme jamais vue, jusqu'à l'ultime réconciliation avec Ariel Sharon en juillet 2005. La campagne lancée contre la France sur son antisémitisme supposé et sur l'augmentation des actes antisémites, a eu un impact véritable. Désormais, la plupart des ministres qui vont aux Etats-Unis viennent présenter aux organisations juives américaines les progrès faits dans la lutte contre l'antisémitisme. Ils ne vont pas voir d'autres organisations communautaires pour les rassurer sur la lutte contre les autres formes de racisme ! Et on imagine mal des ministres américains venir expliquer au Conseil représentatif des associations noires de France les progrès dans la lutte contre la discrimination des Noirs... Un président français peut-il agir sur le Proche-Orient sans être pris sous le feu croisé des différentes communautés ? N'est-il pas dangereux pour lui de vouloir agir sur ce dossier ? Le prix en termes de politique intérieure ne risque-t-il pas d'être trop lourd ? Certes agir sans risque n'existe pas. Mais la politique du laisser aller serait pire. Du Proche-Orient à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, notre position ne doit pas être déterminée par le poids relatif des communautés, juive ou arabe, arménienne ou turque, mais par la définition d'une politique claire, établie sur des principes universels et qui soit conforme à nos intérêts. Le camp de la paix existe en Israël. Il a certes été très affaibli par le contrecoup de l'échec du processus d'Oslo et la multiplication des attentats-suicides. Du côté français, peu d'initiatives sont prises vers ce camp de la paix, comme si on craignait les foudres du gouvernement israélien. Pourtant les partis politiques, les élus, les fondations pourraient assez largement développer les contacts existants, ce qui de plus mettrait en valeur les efforts de ces militants courageux. Il y a un choix à faire pour le prochain Président. Soit il joue la carte d'une France ambitieuse et privilégie nos intérêts à long terme. Soit il privilégie l'avantage à court terme et la tranquillité sur le plan intérieur. S'il choisit la seconde option, il se désintéressera du règlement du conflit ou adoptera une politique du fil de l'eau. Si les protagonistes font la paix, on s'en félicitera, mais on ne fera rien pour peser en faveur d'un accord par peur de prendre des coups. Il pourra également se contenter, dans le même esprit, de se mettre à la remorque de la diplomatie américaine, à supposer que cette dernière se mette à nouveau en route après l'élection présidentielle de 2008. ■

Pascal Boniface vient de publier Lettre ouverte à notre futur(e) président(e) de la République sur le rôle de la France dans le monde, éditions Armand Colin.

[Abonnement](#) [Contact](#) [Qui sommes-nous ?](#)

design by Studio4u

Actualités

- Editoriaux
- Analyses
- Cartographie
- Documents de référence
- Notes de lecture

Présentation

- La rédaction
- Cahiers de Confluences

Rechercher

- Les auteurs (à venir...)
- Mots clés
- Numéros parus

En savoir plus

- L'Harmattan
- Librairies
- Liens Internet

N° 61 Printemps 2007

Magritte rencontre Maghreb : ceci n'est pas un voile1 **La hijab story [REPRISE]**

Judith Ezekiel

Nous publions à nouveau cet article paru dans le n° 59, « Femmes et islamisme » : en effet, si la revue se réserve le droit de réduire ou de modifier un article, elle ne le fait jamais sans l'accord de l'auteur. Or ce principe n'a pas été respecté dans ce cas. Le comité de rédaction le regrette et a donc décidé de le republier dans son intégralité

Abonnement Contact Qui sommes-nous ?

design by Studio4u

Actualités

- Editoriaux
- Analyses
- Cartographie
- Documents de référence
- Notes de lecture

Présentation

- La rédaction
- Cahiers de Confluences

Rechercher

- Les auteurs (à venir...)
- Mots clés
- Numéros parus

En savoir plus

- L'Harmattan
- Librairies
- Liens Internet

N° 61 Printemps 2007

Liban : la Résolution 1701 en sursis [TEXTE INTEGRAL]

Jean-Paul Chagnollaud

Après de difficiles et longues tractations, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté le 11 août 2006 la résolution 1701 mettant fin à la guerre entre Israël et le Hezbollah et donnant à la Finul un mandat et des moyens très sensiblement renforcés. A ce titre, elle constitue une étape très utile dans la recherche d'une stabilisation de la frontière entre le Liban et Israël.

Comme tous les textes de cette nature, la résolution 1701 représente un compromis entre les intérêts et les exigences des uns et des autres ; un compromis qui, sur bien des points, donne surtout des gages à Israël notamment en mettant sur le même plan les responsabilités et les dommages causés dans les deux pays alors que la riposte d'Israël a été démesurée et que ce conflit a littéralement mis à genou le Liban au moment où il commençait vraiment à se relever et à espérer sortir définitivement des interminables séquelles de la guerre civile. Malgré ces déséquilibres, ce texte demeure important parce qu'il renforce de manière significative le rôle et la mission de la Finul. Désormais, au lieu des quelque 2 000 soldats réduits au statut de témoins impuissants, la Finul renforcée en disposera de près de 15 000 appartenant à plus de 25 nationalités. Les contingents les plus nombreux sont européens et, début 2007, il y avait déjà 1600 Français, 2500 Italiens, 1100 Espagnols et quelques centaines de soldats venant d'autres pays européens sans oublier le contingent allemand embarqué sur des navires dont la mission est d'empêcher toute livraison d'armes illégales par mer. Comme nous l'a expliqué le général Pellegrini, commandant en chef de la Finul jusqu'en février 2007, « je dispose de nouveaux moyens plus robustes que dans le cadre du mandat précédent... et d'une totale liberté d'action dans la zone qui va du Litani à la ligne bleue ; j'ai l'autorisation d'utiliser la force pour garantir que cette zone soit exempte d'armes illégales et pour réagir contre toute action hostile à l'encontre de la Finul... pour mettre en oeuvre cette mission je dispose d'effectifs renforcés, de blindés et bientôt de drones 1... ». Le recours à la force prévu par la résolution, dans des conditions d'engagement précises, devrait permettre à cette nouvelle Finul de ne pas connaître le triste destin que beaucoup de Casques bleus ont rencontré dans bien des missions, à commencer par ceux qui ont été au Sud Liban depuis 1978. Le point 12 du texte est très explicite puisque la Finul est « autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires dans les secteurs où ses forces sont déployées... de veiller à ce que son théâtre d'opération ne soit pas utilisé pour des activités hostiles de quelque nature que ce soit, de résister aux tentatives visant à l'empêcher par la force de s'acquitter de ses obligations dans le cadre du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité, et de protéger le personnel, les locaux, les installations et le matériel des Nations unies, d'assurer la sécurité et la liberté de mouvement du personnel des Nations unies... et de protéger les civils exposés à

une menace imminente de violences physiques... ». Le général Pellegrini se fait d'ailleurs une haute idée de sa mission et a su affirmer à telle ou telle occasion difficile sa détermination à ne pas s'en laisser compter par des forces qui prétendraient ne plus respecter la 1701. Bien sûr, nous précise-t-il, « le recours à la force obéit à des règles d'engagement précises que je dois apprécier sans en référer immédiatement au siège des Nations unies 2. Il faut que la riposte soit à niveau, c'est-à-dire qu'elle corresponde au niveau d'attaque subi... dans tous les cas, la gradation de la riposte doit s'imposer. Selon les circonstances, il existe toute une échelle qui commence avec le dialogue et la persuasion. Dans le cas des violations de la zone commises par des avions israéliens, j'ai dit qu'elles étaient inacceptables, mais tant que nous ne sommes pas menacés, il n'est pas question de tirer. Dans l'hypothèse inverse, nous avons le droit d'utiliser les moyens à notre disposition... ». Cette Finul peut d'autant peser dans cette zone géographiquement exigüe que le gouvernement libanais a pris la décision historique d'y déployer un contingent de près de 15 000 hommes qui travaille en collaboration étroite et, semble-t-il, dans de bonnes conditions, avec la Finul. Concrètement, sur le terrain, cela signifie donc que, dans cette zone très surveillée, les forces onusiennes et libanaises sont capables d'intervenir rapidement en cas de problème grave, étant entendu que si des militants du Hezbollah étaient repérés avec des armes, la Finul se contente de les signaler à l'armée libanaise seule habilitée à intervenir.

Les critiques des protagonistes

Cinq mois après la fin de la guerre, la situation semblait stabilisée malgré les critiques qui fusent régulièrement de la part des deux principaux protagonistes. Tout en acceptant de jouer le jeu puisqu'il a retiré ses militants armés de la zone, le Hezbollah, très présent et très influent dans tout le Sud, prétend parfois que la Finul s'apparente à une force d'occupation et qu'elle ne fait rien pour empêcher les vols de reconnaissance aérienne israéliens qui, pour lui, sont autant de violations de l'espace libanais... quant aux Israéliens, ils dénoncent sans cesse le fait que le Hezbollah est en train de se réarmer notamment avec des armes qui transitent par la frontière syro-libanaise. Ils exigent même de la Finul qu'elle intervienne pour faire cesser ce trafic, ce à quoi la force des Nations unies rappelle qu'en vertu de la résolution elle ne peut intervenir dans

ce secteur que sur la demande expresse du gouvernement libanais ; ce qui n'est encore jamais arrivé 3... Cette stabilisation ne doit cependant pas faire illusion. On serait tenter d'écrire que tout ira bien tant qu'il ne se passera rien... mais alors jusqu'à quand ? Comme l'a souligné le secrétaire général des Nations unies dans son ultime rapport sur le Moyen-Orient (publié en décembre 2006) : « Cette Finul élargie sert surtout à gagner du temps et ne peut remplacer de vrais progrès sur le plan politique, tant au Liban qu'entre le Liban et ses voisins ». Et, en effet, la vraie question est là : une force intérimaire de cette nature est extrêmement utile parce qu'elle apaise la situation, rassure les populations civiles, aide à la reconstruction... mais arrivée à un certain point elle ne peut plus rien si un processus politique, même modeste dans une première phase, n'est pas lancé. En ce sens, elle est en sursis. Or de quelque côté qu'on se tourne, en ce printemps 2007, on ne voit guère de possibilités concrètes de solution politique ni du côté de la communauté internationale ni de celui des acteurs régionaux. Au-delà de certaines déclarations de Condoleezza Rice, d'Angela Merkel ou de Javier Solana qui peuvent laisser espérer que tout n'est pas scellé, la diplomatie européenne semble paralysée par ses multiples contradictions internes tandis que l'administration Bush n'a toujours pas donné de signes forts montrant qu'elle a compris le rapport Hamilton-Baker qui lui suggère clairement de changer de stratégie au Moyen-Orient.

La recherche de solutions politiques

Un des faits marquants de ces derniers mois est l'engagement de contingents européens dans la Finul. Cela signifie que plusieurs gouvernements de notre continent ont accepté le risque de voir leurs soldats mis en difficulté, voire en danger, au Sud Liban. Dans ces conditions, on pourrait penser qu'ils ont tout intérêt à ce que la situation soit durablement stabilisée par la recherche active de solutions politiques. Et, de fait, il y a eu quelques tentatives en ce sens, en particulier celle initiée par l'Espagne, la France et l'Italie en novembre 2006 ; bien que consacrée au conflit israélo-palestinien, cette démarche s'inscrivait dans une volonté plus large de stabilisation de la région où ce conflit occupe une place centrale. Sans doute parce qu'elle n'a pas été assez discutée avec d'autres pays comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, cette initiative a

fait long feu. C'est d'autant plus regrettable qu'elle évoquait la possibilité d'une mission internationale de stabilisation à Gaza... En tout cas le Conseil européen, réuni quelques jours plus tard (les 14 et 15 décembre), ne l'a ni reprise ni soutenue même si ses Déclarations politiques en portent un peu la trace ; ainsi peut-on lire que le Conseil « a invité le Quatuor à se tenir à être le chef de file d'une initiative de la communauté internationale tendant à mettre à profit les résultats de négociations fructueuses entre Israël et les Palestiniens afin de parvenir à un règlement global du conflit israélo-arabe, y compris la conclusion d'accords de paix avec la Syrie et le Liban et une normalisation complète des relations entre Israël et les pays arabes ». Une fois encore les Européens publient un texte lucide mais qui ne les engage guère puisqu'ils renvoient à d'autres le soin d'amorcer un processus politique. Tout se passe comme si désormais rien n'était possible au niveau d'un Etat, ni de quelques uns, ni de l'Union elle-même qui s'en réfère au Quatuor c'est-à-dire en définitive aux Etats-Unis, c'est-à-dire à l'administration Bush. Et du coup rien ne bouge alors que chacun insiste pour souligner la dégradation constante de la situation au Proche-Orient. C'est une forme absurde et presque inversée de mise en pratique du fameux principe de subsidiarité : au lieu de faire soimême, on renvoie toujours à l'échelon du dessus, ce qui conduit inmanquablement au renoncement et à l'immobilisme tout en se donnant bonne conscience puisqu'au moins chacun a pu exprimer sa « préoccupation ». Ce qui traduit aussi un mécanisme délibéré d'évitement puisque, de toutes façons, il existe de sérieux clivages entre les pays membres comme la question irakienne, par exemple, l'avait cruellement montrée. Plutôt que de surmonter ces contradictions, on publie un communiqué qui renvoie à d'autres le soin d'agir...

La force armée plutôt que le dialogue

A d'autres, c'est-à-dire à une administration américaine qui depuis 2001 a privilégié le rapport de forces et donc le recours à la force armée en écartant toute forme de dialogue ou de négociation. On se souvient dans quelles conditions le président Bush, sur la base d'un argumentaire délibérément mensonger, a préféré faire la guerre en Irak plutôt que d'essayer de faire la paix en Palestine comme l'avait tenté son prédécesseur à la Maison Blanche. Et pendant la guerre du Liban, il a longtemps

empêché une intervention des Nations unies pour permettre à Israël de « finir le travail » contre le Hezbollah puisque, pour lui, ce conflit armé s'inscrivait dans le cadre du combat mondial de la liberté contre le terrorisme international... Le projet de Grand Moyen-Orient (au sens très large puisqu'il va du Maroc au Pakistan...) s'inscrit dans la même configuration idéologique. Le discours sur la démocratie qui le sous-tend ne doit en aucune façon occulter la réalité de ses intentions : ce n'est pas la liberté d'expression des peuples de cette région qui importe pour l'administration Bush mais bien le fait d'avoir des régimes qui lui sont favorables et sur lesquels elle puisse compter. La rhétorique sur la démocratie n'est qu'un voile qui cache le véritable dessein stratégique : assurer la sécurité des Etats-Unis en brisant les régimes en place qui lui sont hostiles. Il suffit de relire les principaux documents officiels consacrés à la Défense nationale publiés par le Pentagone, le Département d'Etat ou la Maison Blanche pour en être convaincu puisque les véritables objectifs y sont clairement exposés ; et on peut, par ailleurs, très bien s'accommoder de régimes alliés pour lesquels la démocratie n'est pas à l'ordre du jour comme en Jordanie, en Egypte ou en Arabie saoudite... A l'inverse, si un processus démocratique incontestable a lieu, comme ce fut le cas en janvier 2006 en Palestine, Washington n'hésite pas à étouffer les vainqueurs parce qu'ils ne conviennent pas ; ainsi, tout le peuple palestinien est lourdement sanctionné parce qu'il a mal voté en portant au pouvoir le Hamas...

Dans un autre monde

Depuis des mois, la stratégie globale, dont le projet du Grand Moyen- Orient n'est qu'une dimension, est critiquée aux Etats-Unis même, au point que les Républicains ont perdu les élections de novembre 2006 au Sénat et à la Chambre des Représentants. Parmi les intellectuels qui ont ainsi pris leur distance avec George Bush et son administration figure Francis Fukuyama⁴ qui fut, un moment, proche des néoconservateurs. Désormais, celui-ci a des mots très durs à l'égard du président qui selon lui « a une incapacité à reconnaître la réalité telle qu'elle est. Un des moments les plus significatifs a été la réception donnée pour Donald Rumsfeld quand il a quitté le Pentagone. George Bush a déclaré que l'invasion de l'Irak avait représenté un raz de marée dans l'histoire de la liberté humaine. On a l'impression qu'ils vivent dans un autre monde ». Le

rapport Hamilton-Baker prône clairement un changement radical de stratégie au Moyen Orient et suggère de nouvelles pistes politiques ; il n'a pas été entendu par le président américain qui, pour l'essentiel, semble conserver les mêmes orientations malgré les échecs terribles qu'elles ont déjà produits... Loin d'envisager un retrait progressif d'Irak, il veut y envoyer des renforts et au lieu d'accepter d'ouvrir un dialogue avec la Syrie et l'Iran, il continue à fermer presque toutes les portes pour s'enfermer dans un discours fondé sur la menace implicite d'un possible recours à la force.

La pire erreur depuis le Vietnam

Même dans son propre camp les réactions ont été violentes ; ainsi le sénateur républicain, Chuck Hagel, a déclaré après le discours de Bush sur sa « nouvelle » stratégie (en janvier 2007) : « C'est la pire erreur de politique étrangère des Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam ». Quant au président (démocrate) de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Joseph Biden, il a estimé que ce que voulait faire Bush était « une erreur tragique ». Dans ces conditions, il y a peu de chances que cette administration accepte de revoir en profondeur ses méthodes et sa politique fondées sur le tout-militaire. Condolezza Rice a bien fait une nouvelle tournée au Proche-Orient début 2007, mais celle-ci n'a sans doute pour principale fonction que de masquer par un discours sur le retour à la diplomatie la réalité de postures militaires qui préparent peut-être d'autres attaques armées, en particulier contre l'Iran pour l'empêcher de se doter d'un armement nucléaire. Des frappes ciblées sur des sites nucléaires constituent en effet un des scénarios sur lequel les responsables américains travaillent actuellement. En bref, l'impuissance européenne et le volontarisme aveugle des Américains risquent de fragiliser dangereusement le Proche-Orient et mettre ainsi la Finul dans une situation intenable.

La réponse des acteurs régionaux

Si l'on peut être assez pessimiste sur les capacités de la communauté internationale, peut-on s'attendre à quelques initiatives politiques du côté des acteurs régionaux ? La réponse est sans doute tout aussi négative car ils se trouvent tous en

grande difficulté. Le gouvernement libanais doit à la fois s'efforcer de trouver les moyens financiers d'une indispensable reconstruction, être attentif aux innombrables tentatives de déstabilisation de certains pays étrangers et affronter une opposition qui n'a pas hésité à plusieurs reprises à paralyser le pays pour essayer de parvenir à ses fins. Fouad Siniora a donc une marge de manoeuvre très limitée qui ne lui permet guère d'avoir du poids dans un jeu diplomatique où de toutes façons le Liban en tant que tel ne peut guère peser... Le gouvernement syrien s'est engagé dans une politique mortifère sans aucune véritable vision politique. Ayant perdu beaucoup avec le retrait du Liban de son armée et de ses services spéciaux, il s'est replié sur une posture réactive violente où il déploie avec cynisme ses capacités de nuisance qui semblent toujours intactes. Manifestement obsédé par son échec au Liban et par la perspective redoutée de voir surgir un Tribunal international qui serait en mesure de faire la lumière sur l'assassinat de Rafic Hariri, le régime semble prêt à tout pour empêcher toute initiative qu'il ne contrôlerait pas. Comme de surcroît Bachar El Assad est très loin d'avoir l'habileté politique de son père, il ne faut guère attendre de ce régime une contribution sérieuse à l'apaisement des tensions actuelles.

Israël paralysé

Le gouvernement israélien est quant à lui dans une posture presque intenable puisqu'aucun de ses leaders n'est aujourd'hui en position de diriger quoi que ce soit... Le président de l'Etat, qui n'exerce qu'une magistrature morale, vient d'être inculpé de tentatives de viols sur quelques-unes de ses anciennes collaboratrices, tandis qu'Ehoud Omert, le Premier ministre, lui aussi pris dans des affaires judiciaires, est violemment critiqué pour sa gestion de la guerre du Liban. Quant au ministre de la Défense, Amir Peretz, il ne se passe pas une journée où la presse, relayant le sentiment de l'opinion publique, ne demande son départ tandis que le général Dan Halutz, chef d'état major de l'armée, a été contraint à la démission... Cette configuration politique qui met en évidence la faiblesse du pouvoir en place est d'autant plus préoccupante que la société israélienne s'est depuis plusieurs années repliée sur elle-même et radicalisée notamment en raison de la série tragique d'attentats suicides commis principalement par le Hamas. Elle n'est donc guère réceptive à des initiatives politiques fondées sur la volonté d'un

vrai dialogue avec les Palestiniens même si les sondages montrent qu'une majorité ne s'oppose pas à la création d'un Etat palestinien. La thèse lancée par Ehoud Barak et reprise avec beaucoup de force par Ariel Sharon selon laquelle il n'y aurait pas d'interlocuteur palestinien reste profondément ancrée dans l'esprit de beaucoup d'Israéliens qui par ailleurs ont évidemment très mal vécu la guerre contre le Hezbollah qui n'est, pour eux, que le bras armé d'un pays – l'Iran – dont le président ne cesse d'appeler à la destruction d'Israël. Ces perceptions réveillent des angoisses existentielles qui rendent bien difficile une analyse lucide d'une situation régionale par ailleurs volatile et dangereuse. Comme il faut beaucoup plus de courage pour oser un processus de paix que pour déclencher des offensives militaires faussement rassurantes ou s'en tenir au maintien d'un rapport de forces favorable, les possibilités d'une initiative diplomatique israélienne sont faibles.

Les Palestiniens affaiblis

De leur côté, les Palestiniens se débattent depuis un an de manière pathétique dans une crise de régime qui les affaiblit encore davantage. A toutes leurs immenses difficultés liées à l'occupation, à l'annexion rampante d'une partie de leur territoire et de Jérusalem-Est, aux violentes incursions de Tsahal, ils rajoutent leur incapacité à trouver la voie d'un accord permettant la création d'un gouvernement d'union nationale. Et plus encore, au grand dam d'une large majorité de leur peuple, le Premier ministre et le président n'ont pas été capables d'empêcher un affrontement armé entre les services de sécurité du Hamas et ceux du Fatah qui a fait, en quelques semaines, des dizaines de morts... Seule une médiation saoudienne semble avoir réussi (en février 2007) à les mettre d'accord. Si ce compromis tient, les Palestiniens seront peut-être en mesure de s'exprimer d'une seule voix, encore faudra-t-il alors qu'on veuille bien les entendre... Quant au Hezbollah, tout montre qu'il est en train de se réarmer avec le soutien de la Syrie et de l'Iran. S'il n'a sans doute pas intérêt aujourd'hui à déclencher une nouvelle guerre après le désastre qu'il a fait subir au Liban, rien ne permet de penser qu'il serait soudain décidé à choisir une autre posture vis-à-vis d'Israël qu'il ne reconnaît pas. Et de toutes façons, une inconnue de taille demeure : quel est exactement le rôle de l'Iran dans sa stratégie locale et régionale ? Ses représentants affirment qu'ils ont

d'abord un devoir national et qu'ils ne subissent aucune influence venant de l'extérieur. Difficile à croire quand on sait comment aujourd'hui le Hezbollah est soutenu par Téhéran. Cette question est d'autant plus préoccupante que la situation au Proche-Orient est plus complexe et plus dangereuse qu'elle ne l'a été depuis des années. Jamais dans cette région les différents conflits n'ont été aussi entremêlés avec toutes les implications que cela peut avoir pour une déstabilisation brutale de la région.

De la résolution 242 à la 1701

En conclusion, la résolution 1701 marque une étape importante dans la volonté de stabiliser la région mais, sans un processus politique fort et audacieux, elle demeurera en sursis à la merci des politiques antagonistes qui opposent les Etats du Proche-Orient. Le calme actuel peut durer des mois, voire des années, mais il restera fragile tant que la politique ne reprendra pas pleinement la place qui doit lui revenir. Le paradoxe terrible dans cet Orient si compliqué, c'est que les solutions politiques sont connues au moins pour le Liban et le conflit israélo-palestinien. Dans le rapport sur le Moyen-Orient déjà cité, Kofi Annan les résumait ainsi :

- Négociations entre le Liban, la Syrie et Israël pour déboucher sur un traité de paix semblable à ceux qui ont été signés avec l'Égypte et la Jordanie.
- « Revitaliser » la feuille de route qui prévoit l'organisation d'une conférence internationale pour aboutir à la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël. Le lien entre la stabilité du Liban et le règlement du conflit israélo-palestinien est d'ailleurs clairement établi par le dernier point de la résolution 1701 en ces termes : « Il est nécessaire d'instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient sur la base de toutes les résolutions pertinentes... 242, 338 et 1515 ». La voie est donc tracée mais il manque l'essentiel : la volonté politique. ■

Notes

1. Entretien avec le général Pellegrini, Beyrouth, 10 janvier 2007.
2. Dans l'organigramme de la Finul, il existe un poste de

conseiller politique placé auprès du commandant en chef ; nommé par New-York, il n'a de compte à rendre qu'au siège des Nations unies même s'il travaille aux côtés du chef de la Finul. 3. Point 14 du texte : « Demande au gouvernement libanais de sécuriser ses frontières... de manière à empêcher l'entrée au Liban sans son consentement d'armes ou de matériel connexe et prie la Finul... de prêter assistance au gouvernement libanais sur sa demande ». 4. Professeur d'économie internationale à l'université Johns Hopkins de Washington. Grand entretien dans le journal Le Monde (14-15 janvier 2007).

Abonnement Contact Qui sommes-nous ?
design by Studio4u

Actualités

- Editoriaux
- Analyses
- Cartographie
- Documents de référence
- Notes de lecture

Présentation

- La rédaction
- Cahiers de Confluences

Rechercher

- Les auteurs (à venir...)
- Mots clés
- Numéros parus

En savoir plus

- L'Harmattan
- Librairies
- Liens Internet

N° 61 Printemps 2007

Les chiites du Liban : Comment ils se perçoivent [TEXTE INTEGRAL]

Emilie Sueur

Historiquement opprimés, marginalisés, cibles de nombreux préjugés, les chiites sont fortement attachés à la résistance, incarnée aujourd'hui par le Hezbollah, en ce qu'elle représente le coeur de leur conscience politique. Pour les présenter, nous avons préféré, à la méthode académique, celle relevant d'entretiens avec des chiites de Beyrouth et du Liban-sud (connu aussi sous le nom de Jabal 'Amil, le Mont Amil), région où ils sont majoritaires. En donnant la parole à ces chiites de

background politique et socio-économique différents, nous avons essayé de comprendre comment ils se définissent par rapport à leur propre communauté, par rapport aux autres communautés libanaises, et par rapport à l'Etat.

Depuis le 1er décembre dernier, date à laquelle l'opposition libanaise, menée par le Hezbollah chiite, a lancé un sit-in dans le centre ville de Beyrouth pour faire plier le gouvernement de Fouad Siniora, les chiites sont au cour de la plupart des débats au Liban. Leur revendication est claire : alors qu'ils représentent un tiers de la population libanaise, ils veulent, aujourd'hui, leur part du pouvoir, une place à leur mesure dans l'Etat. Si certains, au Liban, estiment que cette revendication tient du coup de force, pour les chiites, elle relève d'enjeux essentiels qui touchent à la survie même de la communauté au pays du Cèdre. Pour comprendre cet état d'esprit et les enjeux du combat politique actuel des chiites du Liban, il faut revenir sur les paramètres qui définissent leur identité. Historiquement opprimés, marginalisés, cibles de nombreux préjugés, les chiites sont fortement attachés à la résistance, incarnée aujourd'hui par le Hezbollah, en ce qu'elle représente le coeur de leur conscience politique.

Une communauté victime de préjugés

Houweida est une jeune chiite de 30 ans. Elle habite dans un quartier chrétien de Beyrouth, n'est pas voilée, et vit au rythme de la capitale : travail, embouteillages et sorties entre amis. Elle n'a jamais réellement vécu dans le village du sud dont est originaire sa famille et ne le souhaite pas, le style de vie du village ne lui convenant pas. Pourtant, elle se sent parfois ostracisée à Beyrouth. « Ma tante a toujours dit que Beyrouth n'est pas pour nous, les chiites. Et effectivement, je pense que le fait que je sois chiite ne m'a pas aidée quand je cherchais un emploi. D'ailleurs, aujourd'hui, je travaille pour une société syrienne ». Historiquement, Beyrouth était majoritairement chrétienne et sunnite. « Quand les chiites du Liban-sud ont commencé à émigrer vers Beyrouth au début du 20e siècle pour des raisons essentiellement économiques, rien n'était fait pour eux. Il n'y avait, par exemple, quasiment pas de mosquées chiites », souligne Riad el-Assaad, un entrepreneur libanais issu d'une des plus grandes, sinon la plus grande, famille du sud.

Pour Rami Zreik, professeur au sein du département agriculture à l'Université Américaine de Beyrouth, être chiite n'a pas été une entrave à sa carrière professionnelle. Sur le plan personnel, il est toutefois confronté, depuis son enfance, aux préjugés des Beyrouthins à l'encontre de sa communauté. « Lorsque j'étais écolier (dans les années 70), notre professeur, M. Denis, avait décidé de nous impliquer dans la gestion de la classe en nous assignant des tâches. A tour de rôle, nous devions essuyer le tableau noir, lire la liste des présents, remplir les encriers, et vider la corbeille à papiers. Le premier jour, M. Denis a réparti les tâches entre les écoliers. Quand il a fallu trouver quelqu'un pour vider la corbeille, un des écoliers a crié "Pas besoin de chercher un volontaire, monsieur, Zreik le fera, il est chiite" ». Trente ans plus tard, la situation n'a pas évolué. « Combien de fois m'a-t-on dit, lors de dîners beyrouthins pendant lesquels la conversation virait à l'aigre au sujet des chiites : "Pardon, je ne savais pas que tu étais chiite". Mais on continuait, en ajoutant : "Tu ne ressembles pas à un chiite". Parce que je porte un jean et un tee-shirt, je ne ressemble pas à un chiite ? Les chiites sont-ils censés être sales, mal habillés, pas éduqués ? Pour éviter ce genre de désagrément, un ami a trouvé une parade. Dès que j'arrive, il signale toujours à l'assistance, au travers d'une blague généralement, que je suis chiite. Il faut avertir les « bien pensants » que je suis chiite afin qu'ils évitent de faire des remarques désobligeantes, voire racistes. Au Liban, aujourd'hui, je suis témoin de diatribes anti-chiites qui rappelleraient les diatribes antisémites »... « Face à cette situation, soit on accepte d'être l'« oncle Tom », soit on rejette tout cela. Mais, à la longue, être contraint de décliner ce que l'on est pour se protéger et ne pas être insulté, devient intolérable ». Aujourd'hui, ces préjugés sont renforcés par la crise politique. Certains Libanais tiennent en effet le Hezbollah en partie responsable de la guerre de l'été 2006 avec Israël en raison de l'enlèvement de deux soldats israéliens par le parti de Dieu, le 12 juillet dernier. Cette opération, selon le parti de Dieu, s'inscrit dans le cadre des opérations de résistance face à Israël qui occupe toujours les hameaux de Chebaa et détient des prisonniers libanais. Récemment, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a en outre reconnu avoir donné son feu vert, quatre mois avant la guerre, à un plan d'attaque contre le Liban en cas d'enlèvement de soldats israéliens. Le Hezbollah étant un parti chiite, la faute a été rejetée sur la communauté. Après la guerre, la situation a encore empiré quand le Hezbollah a pris

la tête du mouvement d'opposition contre le gouvernement de Fouad Siniora. Après la démission des ministres chiites, le 11 novembre 2006, le cabinet s'est trouvé composé exclusivement de sunnites, de chrétiens et de druzes. Avec le lancement d'un sit-in dans le centre ville de Beyrouth accompagné de manifestations, le pays s'est retrouvé politiquement paralysé. Des tensions sunnito-chiites ont alors apparu qui ont dégénéré en batailles rangées entraînant la mort de plusieurs personnes. « Mon épouse se rend chaque semaine à Beyrouth pour suivre des cours à l'Université Saint-Joseph », explique Youssef, 41 ans, un physiothérapeute de Nabatyeh, grande ville du Liban-sud. « Avant la crise, elle s'y rendait seule. Aujourd'hui, je l'accompagne car j'ai peur pour elle ». « A Beyrouth, quand on me regarde, je sens qu'on me juge. Je sais que l'on pense que les chiites sont arriérés. Avant, j'aurais aimé vivre à Beyrouth, mais aujourd'hui, non », renchérit Mouna, son épouse, une institutrice âgée de 35 ans. Aujourd'hui, certains accusent en outre les chiites de ne pas être de « vrais Libanais » en raison de la popularité, au sein de la communauté, du Hezbollah, un parti intimement lié à l'Iran. « Une amie m'a dit un jour : "J'aimerais que les chiites commencent à agir en vrais Libanais, afin que nous puissions vivre et construire notre nation" », indique Rami Zreik. « Qui, au Liban, peut se prévaloir du droit d'attribuer un diplôme en patriotisme ? Les sunnites ne sont-ils pas soutenus par le monde arabe en général et l'Arabie Saoudite en particulier. Les chrétiens ne sont-ils pas soutenus la France ? » souligne-t-il.

Méconnaissance de l'histoire des communautés

La méconnaissance de l'histoire des communautés explique en grande partie ces préjugés et accusations. « Ici, l'enseignement de l'histoire du Liban se limite à des généralités et se concentre sur le Mont Liban », souligne Rami Zreik. Le Mont Liban, à majorité chrétienne, est le cœur du Liban soutenu par les Français. « L'histoire elle-même des chiites est mal connue, rappelle Riad el-Assaad. Longtemps, notre histoire a été écrite par les autres, et pas forcément par ceux qui appréciaient le plus les chiites ». A la fin du 18e siècle, sous la terreur orchestrée par Ahmad Bacha al Jazzar, le gouverneur ottoman, les livres des savants chiites furent, en outre, brûlés. Les chiites de Jabal' Amil n'ont véritablement commencé à travailler sur

l'histoire de leur communauté qu'à partir du moment où l'idée d'une intégration à une entité plus vaste et probablement multi-communautaire a émergé. Une intégration qui devait toutefois permettre à Jabal'Amil de préserver ses particularismes. Au début du 20^e siècle, écrit Sabrina Mervin dans son ouvrage de référence sur le réformisme chiite au Liban-sud¹, « les réformistes amilites se mirent à écrire l'histoire de leur région, ou l'histoire du chiisme, ou bien celle du chiisme dans leur région, puisque les deux étaient, pour eux, intimement liée (...). L'accès à la modernité en matière de science historique n'était pas le souci premier des Amilites, avant tout préoccupés, presque dans l'urgence, de poser les jalons de ce qui allait devenir leur mémoire ».

Rattachement à l'Etat libanais

Contrairement aux chrétiens et aux sunnites, les chiites du Liban, jusqu'à l'avènement de la république islamique d'Iran en 1979, n'avaient pas de soutien régional. D'où la nécessité d'être rattaché à un ensemble afin de bénéficier du développement et d'une protection. A partir de la fondation par la France mandataire de l'Etat du Grand Liban, en 1920, la communauté chiite de Jabal'Amil a été traversée par différentes aspirations. Alors que certains estimaient qu'il fallait soutenir le rêve panarabe, d'autres ont rallié les positions françaises pour la création du Grand Liban. Ce sont d'ailleurs les Français qui, pour contrecarrer l'influence des nationalistes arabes sunnites, ont octroyé aux chiites le statut de secte à part entière en 1926. « De 1926 à 1943, les chiites ont observé l'expérience libanaise prendre forme. Puis jusqu'aux années 80, ils ont tenté l'expérience d'un ralliement à l'idée du Liban indépendant », souligne Riad el Assaad. Durant ces années, de nombreux leaders et lettrés chiites, qu'ils soient religieux ou non, ont écrit sur la nature des relations entre les chiites de Jabal'Amil et l'Etat libanais. Dans les années 40, Mohammed Jawad Mughniyyé, un religieux lettré du sud Liban, déclarait : « Nous ne voulons pas que les députés du sud servent aveuglement une communauté contre une autre... Nous voulons que Jabal'Amil soit une partie intégrante du Liban, avec ses droits et ses devoirs² ». Moussa Sadr, le fondateur d'Amal, a tenu un discours similaire. « Moussa Sadr a voulu transformer la situation dans laquelle vivaient les chiites. Alors qu'ils étaient en dehors de l'Etat, Moussa Sadr a voulu que les chiites fassent

partie de l'Etat », affirme Talal Atrissi, professeur de sociologie à l'Université libanaise. « Il voulait que l'Etat s'occupe du développement du sud et apporte une protection face aux agressions israéliennes. Il voulait que les chiites soient toujours contestataires, mais à l'intérieur de l'Etat et non plus en dehors ». Dans les années 70, quand Moussa Sadr monte en puissance, les chiites étaient déjà présents au sein de l'Etat. Toutefois, ils n'y agissaient pas encore en tant que communauté, pour la défense des intérêts de la communauté. Au niveau des individus, des facteurs socio-économiques sont à l'origine de l'intégration au Liban. Au début du 20e siècle, poussé par la répression et une crise économique au sud, les chiites émigrent vers l'Afrique ou Beyrouth. « En 1975, en raison de la crise, plus de 60 % de la population rurale du Liban sud avait migré », selon Salim Nasr, cité par Sabrina Mervin. Dans la capitale, ils sont perçus comme une main d'oeuvre bon marché. Mais ces émigrés internes ont également un désir d'ascension sociale pour leurs enfants. « Toute une génération de chiites de Jabal'Amil a décidé d'envoyer ses enfants étudier. Mes parents sont illettrés. Mais mon père s'est juré que ses douze enfants allaient avoir une éducation supérieure. Et ils l'ont eue », souligne Talal Atrissi. Avec ce processus d'émigration, d'éducation et d'ascension sociale apparaît une nouvelle classe sociale chiite, plus éduquée et plus riche, qui va remettre en cause le pouvoir des oulémas et des notables du sud, développer de nouvelles aspirations politiques et participer à l'intégration de la communauté à l'Etat libanais. « Mais dans les années 80, vient le temps de la désillusion totale. Les chiites se rendent compte que l'Etat ne leur a pas fourni le développement qu'ils attendaient et qu'il a été incapable de les protéger contre Israël », souligne Riad el-Assaad. Sur le premier paramètre, des décennies après l'indépendance, le Liban-sud reste sous développé par rapport au centre du Liban. « La région fut laissée aux marges du développement et demeura la plus défavorisée du Liban, avec un taux d'analphabétisme le plus élevé et un manque chronique d'infrastructures », souligne Sabrina Mervin. « Jusqu'en 1961, plus de 200 villages étaient dépourvus d'eau courante, 85 villages étaient privés de routes », ajoute-t-elle, citant Nicolas Jabbour.

Relation à Israël

Sur le second point, le Liban-sud a été le terrain de jeu des Israéliens depuis la création de l'Etat hébreu. Avec en points d'orgue, les invasions de 1978 et de 1982 et la guerre de l'été 2006. Israël est donc un acteur central dans l'histoire de la communauté chiite du Liban-sud. Pour certains, l'Etat hébreu a signifié l'incapacité de se rendre sur les terres des ancêtres. Or, la relation avec le Jabal 'Amil est essentielle dans l'identité des chiites du sud, un point qui a échappé aux Français lors de la création du Grand Liban. Si la puissance mandataire a accordé aux chiites le statut de secte à part entière, comme nous l'avons vu plus haut, il a dissous Jabal'Amil dans le nouveau Liban en le débaptisant pour le renommer « Liban-sud » voire « le Sud ». Ainsi le Mont Liban, la montagne chrétienne, cour du projet français, avalait Jabal'Amil, alors que l'histoire de ces deux régions avait été marquée par de nombreux conflits meurtriers. La décision française a ainsi inspiré au poète Abd el-Husayn Sadiq ces vers : « Tu n'en as laissé ni une chose nommée que l'on peut voir Ni un nom qui remplit les oreilles de joie. Tu as avalé les deux, sans te soucier de commettre un péché Ni regretter ton acte envers Amil. Quel miracle as-tu réalisé où une montagne (Mont Liban) avale une autre montagne ? » Dans les années 80, c'était au tour d'Israël d'« avaler » Jabal'Amil. Aujourd'hui, ce n'est plus un poète qui marque l'importance pour les chiites de leurs racines sudistes, mais un homme comme Machour Nakhlé. Ce chirurgien d'une quarantaine d'années n'a pu retrouver son village natal, Taybé, qu'après la libération du sud en mai 2000. Depuis cette date, il consacre toute son énergie et accessoirement son argent, au développement de son village. « Un rêve », selon ses propres termes, dont il sait qu'il sera difficile à réaliser, mais auquel il croit fermement, et pour lequel il a abandonné, sans regret, le confort d'une vie à Beyrouth. Pour d'autres, l'occupation israélienne a, à l'inverse, empêché la découverte du Liban. « Depuis que je suis né, j'ai vécu avec les Israéliens, au sud. C'est seulement en 2000, que j'ai pu découvrir Beyrouth, Baalbeck. Et quand j'y pense, mon histoire est radicalement différente de celle d'un Libanais du nord par exemple. Ce pays est tout petit, mais nous avons vécu des choses complètement différentes », explique Ahmad, un libraire d'une quarantaine d'années à Bint Jbeil. « Mon histoire est ici et elle est intimement, liée à celle d'Israël », renchérit Youssef, de Nabatyeh. Une histoire gravée dans le corps. « A douze ans, j'ai été blessé par balle à la jambe par des tirs israéliens. Toutes

les familles du sud ont eu au moins un blessé lors des conflits avec Israël »

Emergence d'une conscience politique

C'est en raison de l'incapacité de l'Etat libanais à développer économiquement le Sud et à le protéger, qu'ont émergé les partis politiques communautaires dans les années 80, avec Amal et Hezbollah. Avant eux, du temps de la puissance des notables chiites, ce sont ces derniers qui géraient les « intérêts » de la communauté en fonction généralement de leurs propres intérêts. A partir des années 60, certains chiites ont rallié des partis d'opposition, de gauche ou nationalistes arabes. Deux points, ici, sont à relever. Il est d'abord intéressant de noter que le premier ralliement des chiites à des partis politiques tournait autour de l'idée de la lutte contre l'injustice. Un concept ancré dans l'histoire politique et économique de la région (Les Amalites furent opprimés par les ottomans, par leurs propres leaders, par les autorités du mandat Français...) et dans l'histoire du chiisme de Jabal 'Amil. Abou Darr al Gifari, un compagnon du prophète Mohammed à l'origine de la conversion au chiisme des Amalites, fut notamment présenté par un réformiste amalite, Ahmad Rida, comme un révolutionnaire, un « proto militant socialiste ». D'autre part, jusqu'aux années 80, les chiites n'avaient pas développé de conscience politique propre. En ralliant des partis gauchistes ou nationalistes arabes, ils ont adopté une conscience politique développée par d'autres, en dehors de la communauté. C'est Amal et Hezbollah qui incarneront une conscience politique proprement chiite. Ces deux partis se sont construits autour du concept de la lutte contre l'injustice et l'oppression, en s'appuyant sur les deux principaux axes de mécontentement des chiites du Liban : le manque de développement, fer de lance de Amal, et la résistance à Israël, avec le Hezbollah. Mouna, l'institutrice de Nabatyeh, résume très bien l'importance pour les chiites, de la défense de la communauté et ses conséquences en terme de rattachement à un parti politique. « Théoriquement, je pourrais sympathiser avec un parti non chiite si ses idées me conviennent. Mais, pratiquement, ce serait très difficile pour moi de rallier un tel parti par rapport au reste de la communauté. Les idées sont importantes, mais je dois rester dans ma communauté pour défendre ses intérêts ». Aujourd'hui, au sein de la communauté chiite, le Hezbollah

bénéficie d'une popularité accrue face à Amal. Alors que ce dernier est resté dans la politique de « la demande » (de services, d'infrastructures de développement pour les régions chiites), le Hezbollah incarne la résistance, et, par la même, est considéré comme la meilleure défense de la communauté. Avec le temps, et sous les coups de boutoir de l'armée israélienne, la résistance est devenue un élément central dans la construction de l'identité chiite au Liban et de sa conscience politique. S'il existe des voix dissidentes au sein de la communauté chiite, elles sont toutefois incapables, aujourd'hui, de s'organiser de manière à proposer une alternative à Amal et Hezbollah en matière de représentation politique solide.

Défendre la résistance, pour défendre la communauté

Cet état d'esprit permet de mieux comprendre la dynamique de la crise actuelle qui sévit au Liban. « Avec la victoire de la guerre de l'été, le Hezbollah a gagné une nouvelle aura, les chiites se sentent plus forts que jamais », souligne Okab Sakr, un analyste politique. « Historiquement, les chiites ont toujours été les faibles au Liban. Ils ont toujours senti que ce pays n'avait pas été fait pour eux. Mon oncle disait : même s'il reste un maronite, qu'il a un oeil de verre, une jambe en moins et une main arrachée, le Liban sera toujours pour lui. Aujourd'hui, les chiites sentent qu'ils peuvent changer cela, alors ils veulent assurer leur position. Mais, en même temps, les chiites sentent que du statut de faibles, ils sont passés à celui de cibles », ajoute Okab Sakr. Les résolutions de l'ONU 1559 et 1701 appellent en effet au désarmement du Hezbollah, et donc à la fin de la résistance. Par ailleurs, le Hezbollah est dans la ligne de mire des Etats-Unis et de certains partis libanais, alors qu'à travers la région se multiplient les déclarations alarmistes sur la formation d'un arc chiite. Dans le contexte actuel, éliminer la résistance revient donc à éliminer la conscience politique des chiites. Et par la même, à les rejeter aux marges de l'Etat. « Aujourd'hui, les chiites pensent qu'on veut les renvoyer à leur statut social bas, à leurs chariots de vendeurs des rues. Et ça, ils ne le veulent pas », souligne Okab Sakr. « La lutte contre l'injustice et la résistance sont les deux éléments principaux de l'identité chiite. Mais attention, il n'y a pas de désir de revanche sur l'Histoire, souligne Riad el-Assaad. Aujourd'hui, le Hezbollah veut cimenter sa position de force en demandant

le tiers de blocage au sein du gouvernement et une nouvelle loi électorale. Deux outils qui permettront de garantir la survie de la résistance. Aujourd'hui, oui, les chiites ont peur de retomber. Si Amal et le Hezbollah sont éliminés, les chiites perdent tout ». Youssef, de Nabatyeh, ne dit pas autre chose. « Si le Hezbollah ou Amal disparaissent, nous partirons en Irak ». Alors que son interlocuteur sourit, il ajoute : « Croyez-moi, ce ne sont pas des paroles en l'air ». ■

Notes

1. Un réformisme chiite. Ulémas et lettrés du Gamal 'Amil (actuel Liban-Sud) de la fin de l'Empire ottoman à l'indépendance du Liban, Sabrina Mervin, Karthala- Cermoc-Ifead, 2000.
2. The Shi'a of Lebanon. Clans, parties and Clerics, Rodger Shanahan, Tauris Academic Studies, 2005.

Abonnement Contact Qui sommes-nous ?
design by Studio4u

Actualités

- Editoriaux
- Analyses
- Cartographie
- Documents de référence
- Notes de lecture

Présentation

- La rédaction
- Cahiers de Confluences

Rechercher

- Les auteurs (à venir...)
- Mots clés
- Numéros parus

En savoir plus

- L'Harmattan
- Librairies
- Liens Internet

N° 61 Printemps 2007

Israël : vers quelle guerre ? [TEXTE INTEGRAL]

Uri Avnery

« Nous sommes prêts pour la prochaine guerre », a dit cette semaine un réserviste à un reporter de télévision, sur un champ de manoeuvre d'une brigade sur les hauteurs du Golan. Quelle guerre ? Contre qui ? Pour quelle raison ? Cela n'a pas été dit, et les questions n'ont même pas été posées. Le soldat a dit comme une chose allant de soi que la guerre éclatera bientôt, et savoir contre qui ne semblait pas le préoccuper particulièrement.

Les hommes politiques ont l'habitude de s'exprimer en prenant plus de précautions, dans des formules du style « Si, Dieu nous en préserve, une guerre éclatait... » Mais dans le discours des Israéliens, la prochaine guerre est considérée comme un phénomène naturel, comme le lever du soleil du lendemain. Bien sûr, la guerre éclatera. La seule question est : « contre qui ? » Et en effet contre qui ? Peut-être de nouveau contre le Hezbollah ? C'est tout à fait possible. A la Knesset et dans les médias, un vif débat eut lieu cette semaine sur le fait de savoir si le Hezbollah avait déjà reconstitué toutes les forces dont il disposait avant la seconde guerre du Liban, ou pas encore. Dans une commission de la Knesset, il y eut une altercation entre l'un des chefs des services secrets, qui affirmait vigoureusement que c'était le cas, et le ministre de la Défense, qui exprimait l'opinion que le Hezbollah n'avait que la « possibilité » d'y parvenir. Hassan Nasrallah, qui a un extraordinaire talent pour rendre fous les Israéliens, a jeté de l'huile sur le feu en annonçant, dans un discours public, que des armes affluaient vers lui depuis la Syrie, et qu'il les transférait au sud dans des camions « recouverts de paille ». Nos commentateurs ont réagi en déclarant que, « au plus tard cet été », l'armée israélienne sera obligée d'attaquer le Liban pour écarter le danger et, par la même occasion, effacer la honte et restaurer le pouvoir dissuasif de l'armée qui a été perdu sur les champs de bataille de cette malheureuse guerre. Ou peut-être la Syrie, cette fois ? C'est également possible. Après tout, la manoeuvre de brigade de cette semaine, la première depuis longtemps, a eu lieu au Golan et était manifestement dirigée contre Damas. Certes, les Syriens ont proposé la paix. Ils sont en train de modifier leur stratégie pour inciter Israël à entamer des négociations Mais c'est hors de question. Le président Bush a interdit à Israël de faire le moindre pas dans cette direction. Bush menace la Syrie d'une guerre (voir ci-dessous), et il est impensable qu'Israël, le compagnon de route loyal, fasse la paix avec quelqu'un que l'Amérique n'aime pas. Non, la paix avec la Syrie n'est pas dans les prévisions. Oublions-la. Et, comme ne l'ont pas dit les Romains : « Si non vis pacem, para bellum » – si tu ne veux pas la paix, prépare la guerre. Les préparatifs vont bien au-delà de l'entraînement des forces sur le terrain. Ils ont aussi une dimension psychologique. L'avant-veille, un très gros titre de la « une » du Haaretz annonçait : « Course aux armements de la Syrie avec l'aide de l'Iran. » Les

autres médias ont fait la même chose. On a dit que la Russie fournissait à la Syrie d'énormes quantités d'armes anti-char, du type de celles qui ont perforé même les tanks israéliens les plus modernes de la récente guerre. Et, comme si ce n'était pas suffisant, la Russie approvisionne aussi la Syrie avec des missiles anti-navire qui seraient une réelle menace pour notre flotte, et des missiles à longue portée qui peuvent atteindre n'importe quelle partie d'Israël. La presse met dans le même sac trois pays : la Syrie, la Russie et l'Iran, qui sont, comme par hasard, les trois membres du nouvel « axe de mal » de Bush. Il est clair que cette campagne médiatique est orchestrée par les chefs militaires et a un rapport avec les manoeuvres [militaires]. En fait, c'est la première action du nouveau chef d'état-major, Gaby Ashkenazi, qui a supervisé les manoeuvres en compagnie du ministre de la Défense, Amir Peretz qu'un photographe dégourdi a photographié observant l'action avec des jumelles, dont le couvercle des lentilles n'avait pas été retiré ! La vérité est qu'aucun danger ne se cache de ce côté-là. Il n'existe pas la moindre possibilité que la Syrie attaque Israël. Les capacités militaires de la Syrie, même avec toutes les armes russes qu'elle pourrait recevoir, sont de très loin inférieures à celles de l'armée israélienne. C'est le point de vue de l'ensemble de la communauté des services secrets israéliens. Si la Syrie se réarme, c'est dans des objectifs défensifs. Ils craignent, à juste titre, Israël et les Etats-Unis. Mais si on veut la guerre, qu'est-ce que ça peut faire ? Et peut-être toutes ces gesticulations ne sont-elles que des tactiques de diversion, pour détourner l'attention du véritable objectif de la prochaine guerre – l'Iran ? Depuis de nombreux mois maintenant, nos médias diffusent presque quotidiennement des mises en garde alarmistes sur l'Iran. Dans quelques années, ce pays aura la capacité, ainsi que la volonté, de perpétrer un « second Holocauste ». L'image est celle d'un pays fou, conduit par un second Hitler qui est prêt à voir l'Iran anéanti si c'est le prix à payer pour effacer Israël de la carte. Il est évident que contre un tel ennemi, le vieil adage hébreu s'applique : « Celui qui s'apprête à te tuer, tue-le en premier » Après la guerre des Six-Jours, une satire pacifiste portait le titre : « Vous, moi et la prochaine guerre » (« vous » dans sa forme féminine). Peut-être devrait-elle être relancée aujourd'hui ? Durant les quelques derniers jours, une très grande annonce publicitaire a fait son apparition dans les journaux. Elle est signée d'un groupe qui se dénomme « Les soldats de réserve » et qui dit représenter les

réservistes déçus de la dernière guerre. L'annonce énumère toutes les raisons d'écarter Olmert du pouvoir, et se termine en beauté par le sinistre avertissement suivant : « Il restera dans son fauteuil et dirigera la prochaine guerre. » Peut-être est-ce exactement ce qu'il a en tête. Nous n'avons jamais eu un Premier ministre si profondément embourbé dans les problèmes. Dans quelques semaines, la commission d'enquête sur la seconde guerre du Liban publiera ses conclusions. Certes, c'est Olmert lui-même qui a nommé cette commission et choisi personnellement ses membres, de façon à éviter de tomber entre les mains du comité d'enquête judiciaire, dont les membres auraient été désignés par la Cour suprême et qui auraient pu être beaucoup moins prévenants. Mais même ainsi, il se peut qu'il ne s'en sorte que de justesse après les conclusions de la commission. En même temps, plusieurs allégations de corruption contre lui font l'objet d'enquêtes policières. Il est vrai que, la semaine dernière, Olmert a réussi à nommer de nouveaux chefs de la police (dont un ami personnel) ainsi qu'un nouveau ministre de la Justice à son goût, mais ceci ne lui garantit pas non plus une totale immunité. En attendant il ne fait qu'illustrer une vérité ancienne : une personne habile sait comment se sortir d'un piège dans lequel une personne avisée ne serait pas tombée. Il n'a pas de programme. Il l'a dit lui-même. Il est le chef d'un parti amorphe, sans membres ni institutions et sans racines réelles dans la population. Les sondages d'opinion montrent que ses taux d'opinions favorables sont au plus bas (seul le ministre de la Défense plonge encore plus). Olmert ne reste au pouvoir que parce que beaucoup pensent que toutes les alternatives disponibles seraient encore pires. Un Premier ministre cynique, empêtré dans une telle situation, pourrait facilement être tenté de lancer une nouvelle aventure militaire, dans l'espoir qu'elle lui rende sa popularité perdue et qu'elle détourne l'attention de ses ennuis personnels et politiques. Si tel est l'objectif, la question n'est pas tellement de savoir contre qui – les Palestiniens, les Libanais, les Syriens ou les Iraniens. L'essentiel est que cela arrive le plus tôt possible, de préférence au plus tard cet été. Il ne reste plus qu'à convaincre l'opinion publique de la présence d'un danger existentiel, mais dans notre pays, ce n'est pas trop difficile. Tout ceci nous rappelle, bien sûr, un autre dirigeant exceptionnel – George W. Bush. Il est étonnant de voir à quel point ces deux-là se trouvent presque dans la même situation. Le système politique américain est

admiré par beaucoup de gens en Israël, et de temps en temps émerge l'idée que nous devrions aussi l'adopter. Un dirigeant fort, élu directement par le peuple, qui nomme des ministres compétents – qu'y a-t-il de mieux ? Mais il semble que le système américain a créé une situation terrifiante : le Président Bush a encore deux années au pouvoir – et dans ce laps de temps il peut lancer une guerre selon son bon vouloir, même si aujourd'hui les Américains ont clairement montré aux élections pour le Congrès qu'ils ont la guerre d'Irak en horreur. En tant que commandant en chef des forces militaires les plus puissantes du monde, il peut élargir et intensifier la guerre en Irak, et, en même temps, lancer une nouvelle guerre contre l'Iran ou la Syrie. Les deux chambres du Congrès peuvent théoriquement l'arrêter en coupant les crédits pour les forces armées, mais la plupart des membres de ces deux augustes corps sont des moulins à parole qui sont terrorisés à cette idée même (si toutefois ils l'ont). N'importe quel marin à Bagdad a plus de courage que toute la bande des sénateurs et membres du congrès réunis. Ceux-ci ne pourraient même pas imaginer entamer la procédure d'impeachment contre le Président. Ainsi, une personne seule peut causer une catastrophe mondiale. Il n'a pas de freins, mais il a un fort instinct pour la guerre : concrétiser sa « vision » (qui lui est dictée par Dieu lui-même en conversation privée) et rehausser son image dans l'histoire. Est-ce réalisable ? Eh bien, l'armée américaine est trop petite pour conduire une autre guerre majeure au sol. Mais Bush et ses conseillers croient qu'il n'est pas nécessaire de le faire. Ils sont les successeurs du général américain qui en son temps parlait de « bombarder le Vietnam pour le ramener à l'âge de pierre ». Après tout, cela a marché en Serbie et en Afghanistan. Les néo-cons. qui règnent encore en maîtres à Washington, sont convaincus qu'une pluie de centaines de bombes intelligentes sur toutes les installations nucléaires, militaires, gouvernementales et publiques en Iran pourraient « faire le travail ». Leurs amis en Israël applaudiront, puisque cela déchargerait Israël du besoin de faire quelque chose de semblable, à plus petite échelle. Mais une aventure américaine et/ou israélienne serait une catastrophe. Des bombes peuvent dévaster un pays mais pas un peuple comme les Iraniens. Seule une imagination débridée [déchaînée / insensée] peut prévoir comment plus d'un milliard de musulmans d'une vingtaine de pays – y compris tous nos voisins – réagiraient à la destruction d'un pays musulman (même chiite). C'est jouer avec le feu, et

cela pourrait provoquer une conflagration mondiale. Bush et Olmert et la prochaine guerre – Au secours !

Traduit de l'anglais « You and I and the Next War » par Sylviane de Wangen

Abonnement Contact Qui sommes-nous ?
design by Studio4u

Actualités

- Editoriaux
- Analyses
- Cartographie
- Documents de référence
- Notes de lecture

Présentation

- La rédaction
- Cahiers de Confluences

Rechercher

- Les auteurs (à venir...)
- Mots clés
- Numéros parus

En savoir plus

- L'Harmattan
- Librairies
- Liens Internet

N° 61 Printemps 2007

L'arabisme par delà nationalisme et islamisme [TEXTE INTEGRAL]

Burhan Ghalioun

Le nationalisme arabe a toujours été un sujet de controverse, non seulement au sein du monde arabe entre militants appartenant aux différentes mouvances idéologiques, mais également au sein de l'opinion internationale et dans les milieux académiques.

De la difficulté d'être arabe

Perçu par ses adeptes comme l'expression d'une identité séculaire, se manifestant à chaque période de l'histoire par des réalisations authentiques, dont l'islam et la civilisation arabo-islamique constituent les meilleures illustrations, le nationalisme arabe n'est, pour ses multiples détracteurs, qu'une retombée de l'histoire coloniale n'ayant aucune racine dans la culture et les sociétés arabes¹. C'est notamment la position des différents mouvements politiques d'inspiration islamiste qui pensent que l'insistance sur l'arabité de ces sociétés vise à occulter leur identité islamique au risque de faire le jeu de la colonisation qui a toujours cherché à diviser le monde musulman. Le nationalisme ne signifie pour eux que le retour à la période antéislamique où dominait un esprit de corps tribal, au détriment des enseignements religieux et des principes moraux. Si les islamistes de tous bords voient dans l'arabisme une altération de l'identité islamique qui est la seule réelle et légitime, les négateurs laïques, toutes tendances confondues, de l'arabisme y décèlent, au contraire, une altération grossière des identités nationales particulières de chaque peuple et pays, voire un rejet de l'idée de l'Etat nation que ces derniers incarnent ou tendent à incarner.

Un appel d'empire révolu

Pour ces anti-arabistes, le nationalisme arabe n'est que la manifestation d'un appel d'empire (musulman) révolu qui ne veut pas se taire. Ainsi, Nasser a été assimilé, par les média occidentaux, dans les années cinquante, après la nationalisation du Canal de Suez, à un nouveau Führer qui cherche à réhabiliter l'idée de l'unité du monde musulman et de son culte de la puissance. Soulignant des pratiques politiques discriminatoires des régimes baathistes de Syrie et d'Irak, le déplacement des populations Kurdes ou l'emploi de méthodes expéditives dans la répression des opposants, certains analystes sont allés jusqu'à assimiler l'arabisme au fascisme². Plus récemment, la confusion de plus en plus banalisée entre l'arabisme et l'islamisme favorise la généralisation du discours xénophobe et parfois franchement raciste, né après la guerre arabo-israélienne d'octobre de 1973 et la crise pétrolière qui l'a suivie. L'islam et l'arabisme y apparaissent comme la source naturelle d'un mal inextricable : le culte de la violence, le terrorisme, l'obscurantisme, le rejet de l'autre, lié à un péché

originel qui s'appelle le refus irrationnel de la modernité et de ses valeurs³.

Une fiction inventée par l'Occident

La diffusion des thèmes nouveaux sur la guerre des civilisations, le choc des cultures ou la guerre mondiale contre le terrorisme conduit à davantage de radicalisation des positions. Dans un article intitulé : « To Win Over Terrorism, Eradicate pan-arabism », un académicien grec d'origine turque, va jusqu'à nier l'existence même des Arabes. Le nationalisme arabe, dit-il, a été une fiction inventée par les pays occidentaux pour semer la confusion au sein de la région du Moyen Orient afin de mieux la dominer. Mais ce nationalisme n'a pas fonctionné parce que, tout simplement, il n'y a pas d'Arabes. Il y a des Araméens, des coptes, des Yéménites, des berbères, qui ont des structures mentales différentes que l'arabisation ne peut et ne doit pas occulter. Les Arabes étaient une minorité infime qui s'est totalement dissoute dans les peuples conquis. Les Arabes d'origine ont été, malgré la propagation de leur langue, désarabisés sur le plan culturel, plus qu'ils n'ont arabisé les autres peuples majoritaires. Il va même jusqu'à recommander l'introduction de l'enseignement de l'araméen, du copte, etc. dans les pays respectifs, pour aider ces nations enfouies sous la fiction de l'arabité, à retrouver leurs véritables identités et vaincre l'anarchie et la confusion⁴.

De l'ordre ottoman au patrimoine arabe

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, les Arabes qui vivaient au sein d'un empire musulman multiethnique s'identifiaient effectivement, sans perdre conscience de leur spécificité culturelle ou ethnique, comme musulmans, puisque la religion ou ses valeurs, ont été déterminantes dans la reconnaissance de l'identité et de l'altérité. Ils se percevaient comme Ottomans sur le plan politique, puisqu'ils étaient sujets de l'Etat qui porte le même nom. Mais dès que l'ordre ottoman, politique, puis culturel, régnant depuis pratiquement cinq siècles, commence à donner des signes de déclin, un processus de réhabilitation du patrimoine culturel arabe, religieux et profane, se met en marche. Les éléments de spécificité auxquels on n'attachait pas grand intérêt commençaient à avoir de la valeur. Il s'agit tout d'abord de la langue, de la littérature, de l'histoire, de la

philosophie, etc. Le particularisme culturel qui ne faisait pas sens dans le système ottoman fondé sur l'appartenance religieuse ou/et confessionnelle, prend alors une nouvelle valeur : selon un terme marxiste, il passe du domaine de la valeur d'usage au domaine de la valeur d'échange, en acquérant une véritable signification politique. Arabe n'est plus une donnée de la nature, mais le lieu d'un investissement multiforme : culturel, politique, historique. C'est le point de départ de tout un projet national qui ne trouvera son expression idéologique unifiée qu'au milieu du 20^e siècle sous le nom du nationalisme arabe. En effet, le nationalisme arabe, sous sa forme initiale culturelle, puis sous une forme politique plus nette, constitue une réponse, la seule possible du point de vue de la culture géostratégique de l'époque, à l'appel d'ordre qui se répand dans toutes les contrées soumises au pouvoir ottoman, y compris en territoire turc, face au désordre politique, économique, culturel, religieux et moral accompagnant toutes les phases de désintégration des empires. Il représente pour les peuples détachés de leur joug impérial un nouvel horizon, c'est-à-dire une restauration de l'ordre et une proposition d'avenir.

La naissance d'une nouvelle identité

Cette réponse n'est d'ailleurs pas identique pour tous les peuples. Elle n'est pas au même degré de maturité et de cohérence partout. Ainsi, tandis que les sociétés du désert à l'instar des peuples de la Presqu'île arabique, marquées par la culture bédouine, opposent au désordre ambiant un ordre nouveau issu de l'alliance entre l'esprit de corps tribal et le retour à un islam austère et purifié qu'illustre le wahhabisme⁵, reproduisant ainsi le modèle classique de renouvellement du pouvoir au sein de l'empire musulman, les sociétés plus centrales, où vit une classe moyenne assez significative, comme la Turquie, l'Égypte, la Syrie, tous en contact direct avec l'Europe, ont pensé la sortie de la crise à la lumière du modèle national libéral en vigueur. Dans ce dernier cas, la convergence de la réhabilitation et la mise en valeur des particularismes culturels d'une part, et la diffusion des idées et valeurs de la modernité occidentale d'autre part, sont à l'origine de la naissance d'une nouvelle culture politique faisant la synthèse des deux. C'est le terreau historique, l'environnement politique et psychologique de ce qui sera appelé plus tard la Nahda, effort de réflexion, d'actualisation, de création, d'innovation,

d'interprétation, de traduction tout azimut, et finalement de rupture, qui va ébranler la pensée arabe, dans ses deux composantes, religieuse et profane⁶. L'idée de l'arabité est le produit direct de la modernité arabe, elle-même synthèse du patrimoine culturel classique réinterprété et des valeurs de la modernité libérale. Elle y restera étroitement attachée jusqu'à l'avènement des indépendances, où elle sera remplacée ou/et minée par l'idéologie du soviétisme (non le marxisme ou le socialisme), c'est-à-dire d'un culte de l'Etat au nom du progrès technique et de la lutte contre l'impérialisme. Grâce à cette arabité, synthèse du particularisme local et de l'universalisme libéral, l'engagement des Arabes dans la modernité n'a pas été synonyme de dépersonnalisation ou d'un simple processus d'occidentalisation. Au contraire, il s'est imposé comme une émancipation, reconstruction, affirmation de soi, engagement dans le monde et restauration de l'ordre civilisationnel, bref l'expression de la naissance d'une nouvelle identité. C'est ainsi que la rénovation ou la réforme en profondeur de la pensée islamique a été accomplie et légalisée. Cela explique également comment, plus tard, la perversion de l'arabité s'est traduite par une crise de la modernité arabe, laissant les peuples qui y ont cru dans un vide politique et éthique total.

L'émergence d'une élite intellectuelle

L'itinéraire qu'a suivi la communauté arabe n'est pas différent de ce qui a été pratiqué par les autres peuples de la région, notamment dans les Balkans. Ici aussi, la rupture de l'ordre ottoman, a été à l'origine de la naissance du nationalisme qui a profité, plus que dans le monde arabe peut-être de l'intensification des échanges économiques et culturels avec l'Europe dès le 19^e siècle. Ils se sont tous également appuyés sur les nouvelles classes moyennes engendrées par les réformes, entreprises dès 1835, dans les domaines du droit, de l'armée, de l'administration, de l'enseignement et de l'économie. En créant des demandes sociopolitiques et un comportement individuel en rupture avec les valeurs traditionnelles du monde ottoman déclinant, celles-ci ont préparé le terrain pour le changement. Ainsi dès les années trente, l'arabisme est une idée dominante et populaire en Syrie et en Irak. Avec la croissance démographique des populations citadines, la généralisation de l'enseignement, le développement de la presse et l'émergence d'une élite

intellectuelle enthousiaste, le message du nationalisme arabe pénètre toutes les générations. Il s'empare du discours politique et oblige toutes les autres loyautés/identités à se taire⁷.

D'une idéologie identitaire à une idéologie politique

L'idée de l'arabité n'est pas née dans une forme achevée. Elle a évolué sensiblement depuis son apparition à la fin du 19^e siècle. D'une idéologie identitaire, elle s'est transformée au début du 20^e siècle en une idéologie politique. Déçues de la politique des Jeunes Turcs qui, acquis à la nouvelle idéologie du nationalisme au même moment commencent à appliquer des politiques discriminatoires envers les minorités, marquées par la turquisation, les élites arabophones se radicalisent.

Abandonnant l'ancien projet de décentralisation de l'Empire, elles revendiquent, dès les années vingt, l'indépendance arabe⁸. Mais il est clair qu'elles n'avaient pas encore d'idée précise sur cette indépendance. Certains la pensaient dans le cadre d'un royaume unifié regroupant toutes les provinces asiatiques de l'Empire. D'autres rêvaient d'avoir leurs propres Etats couvrant des particularismes confessionnels ou régionaux. Ni l'Egypte ni le Maghreb n'étaient à ce jour encore inclus dans le royaume arabe⁹. C'est dans la lutte contre l'occupation et la colonisation européennes tout au long de la première moitié du 20^e siècle que l'idée d'arabité va achever sa mutation. En faisant correspondre identité culturelle et identité politique, elle va fonder le panarabisme qui suggère que les habitants des territoires à majorité arabophones constituent une seule nation, quels que soient leurs confessions ou leurs lieux de résidence. L'unification au sein d'un seul Etat-Nation des Arabes est désormais au cœur de la problématique du nationalisme arabe, même si elle n'est pas le seul axe de réflexion.

Du nationalisme à l'islamisme

Le projet du nationalisme arabe n'a pas abouti¹⁰. Mais il a été, en tant qu'idéologie, la caution d'une série de mutations qui sont à l'origine de la modernisation du monde arabe. La première est l'élaboration d'un nouveau cadre de références où tous les Arabes, indépendamment de leur appartenance confessionnelle, peuvent se reconnaître et s'identifier en tant que membres d'une seule communauté (culturelle et/ou

politique). Dans ce sens, l'arabité, comme toute idéologie, est une invention. Elle a créé une identité culturelle séculière moderne, différente de celle qui a prédominé au sein de l'empire omeyyade ou abbasside, ainsi que de l'arabité ethnique ou linguistique de l'ère ottomane. C'est une nouvelle perception identitaire impliquant de nouvelles valeurs, une vision du monde différente et surtout un projet culturel et politique. C'est également au nom de l'arabité que les élites arabes ont pu légitimer l'alliance avec les puissances occidentales contre l'empire ottoman musulman.

Un ordre social plus juste

Ainsi, la trahison de ces mêmes puissances, qui ont saisi l'occasion de la Révolte arabe¹¹ pour étendre leur domination coloniale, ne pouvait que discréditer, aux yeux des masses arabes, le nationalisme séculier. Ce qui explique d'ailleurs la naissance, pour la première fois dans l'histoire de la région, des partis nationalistes d'inspiration religieuse. C'est ainsi que l'arabisme, purement séculier au 19^e siècle se trouve obligé de se rapprocher de l'idéologie religieuse pour préserver sa légitimité. Mais, malgré ces concessions symboliques, le nationalisme arabe continue à cautionner, pendant des décennies, des choix culturels, politiques, sociaux et géopolitiques modernistes et progressistes. Il inspire le projet de l'établissement d'un ordre social plus juste qui impose la réforme agraire au profit des paysans, une meilleure répartition des revenus, une plus grande participation des classes laborieuses à la vie politique, les plans quinquennaux de développement économique, la généralisation de l'enseignement public et le soutien de l'Etat aux projets de diffusion du savoir et de la culture. Il en va de même pour le choix des politiques extérieures qui fait du nationalisme arabe un pionnier dans l'élaboration de l'idéologie et de la politique du mouvement de non-alignement et de la lutte pour un ordre international libéré de toute domination étrangère, discrimination raciale ou injustice. C'est par la modernisation des sociétés arabes, leur développement socioéconomique et leur émancipation culturelle que se justifient même, aux yeux des nationalistes arabes, la lutte anti-impérialiste et l'unification du monde arabe. Ainsi, la prédominance des thèmes de la lutte contre l'ordre colonial sous toutes ses formes, du changement des structures semi-féodales des

sociétés arabes, de l'industrialisation et de la promotion de la culture incite les observateurs étrangers, comme les Arabes eux-mêmes, à confondre nationalisme arabe et révolution. Ce n'est pas totalement faux. Sur beaucoup de points, l'arabisme a constitué une révolution par rapport à l'ordre culturel, politique, social et géopolitique hérité du passé. Il a bouleversé les manières dont les Arabes se percevaient, percevaient le monde extérieur et se projetaient dans l'avenir. Il a mis des sociétés semi-féodales, semi-bédouines, enclavées et retardataires sur tous les plans, à l'épreuve de l'histoire. Il les a obligées à affronter les défis de la modernité¹².

De l'apogée au déclin

Le vague du nationalisme arabe atteint son apogée dans les années soixante sous Nasser. Son recul est sensible dès 1967. La mort de son chef charismatique en 1970 achève son étiolement. Même si certains régimes continuent de s'en réclamer, son agenda n'est plus à l'ordre du jour. Les masses n'y croient plus, tandis que les gouvernements revendiquent publiquement leur souveraineté, face à toute velléité d'unité ou de solidarité panarabe, avant d'opter pour des politiques de sécurisation de leurs régimes, à l'aide des techniques de pouvoir empruntées aux régimes communistes. Kadhafi de Libye, Assad de Syrie et Hussein d'Irak, illustrent plus que tous les autres régimes arabes la dégénérescence du nationalisme arabe et sa perversion. Au mouvement des masses investissant la scène politique, aux politiques sociales d'équité et de préservation de l'indépendance et de la souveraineté, se substituent des politiques de défense de régimes claniques autoritaires, des coalitions régionales antipopulaires, et un pacte non avoué avec les grandes puissances. Le seul objectif est de perpétuer les intérêts des groupes au pouvoir et d'interdire tout changement politique. Ce sont là les conditions qui sont à l'origine de l'instauration et de la pérennisation de l'ère des dictatures qui dure déjà depuis plusieurs décennies. Une grande confusion L'absence de distinction entre ces deux périodes conduit à une grande confusion. Elle pousse beaucoup d'analystes et de secteurs de l'opinion à assimiler des dictatures primitives, cruelles et corrompues, qui transforment les Etats en des sortes de fermes privées appartenant à une poignée de familles, à des régimes nationalistes qui, sans être démocratiques sur le plan politique, se sont efforcés de réaliser

un programme de réformes profitant essentiellement aux classes populaires (travailleurs, paysans, artisans, étudiants etc.) dans la perspective de construire une nation moderne. C'est cette différence, séparant des régimes préoccupés par l'intérêt collectif d'autres qui ne servent que des intérêts particuliers, qui justifie d'ailleurs l'assimilation des dictatures post-nationalistes au fascisme.

La déception, le désarroi, la colère

L'entrée de ce processus de transformation dans une impasse prolongée jette les populations dans l'angoisse et les incite à regarder de façon très négative tous les changements opérés au nom du nationalisme. En effet, la déception, le désarroi, la colère et la perte de la confiance en soi, dans le monde et dans l'avenir, sont à la mesure des espoirs déçus. La foi des peuples arabes en leur capacité de relever le défi de la modernisation, de l'émancipation, du développement et de l'unité, était telle que l'avortement de ce projet leur semble incompréhensible, inacceptable, impossible. Trois décennies plus tard, ils sont toujours incapables de digérer l'échec et de vouloir en tirer les leçons qui s'imposent. Ils sont partagés entre l'autodénigrement et l'auto-victimisation. Ils ont tendance à rendre ce même nationalisme auquel ils ont fortement cru, dans les années 50-60, le premier responsable de leur malheur. On le désavoue, en même temps que l'Occident qui l'a inspiré et dont les politiques injustes ont été à l'origine de sa faillite. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la montée de l'islamisme qui incarne plus que tout autre mouvement contemporain cette double négation du soi arabe et de l'autre, occidental, représentant de la modernité échouée.

Le retour aux valeurs religieuses « sûres »

En réalité, l'effondrement du projet national arabe n'a pas eu pour seul effet la perte de tous les enjeux culturels, politiques, sociaux, économiques et stratégiques, mais celle aussi du nouveau cadre de référence autour duquel s'est organisée toute la vie des Arabes depuis la Nahda, à savoir toutes les valeurs de la modernité sur lesquelles s'est fondée la renaissance arabe et au nom desquelles ont été faits les sacrifices et dépensés tant d'efforts. Le retour aux valeurs religieuses « sûres » se fera d'une façon d'autant plus frénétique que l'adhésion populaire

des Arabes aux valeurs du nationalisme moderne leur avait fait oublier le véritable sens des valeurs passées. Les traditions, religieuses et profanes, continuent d'exister bien sûr, mais leurs significations profondes sont soit perdues soit modifiées, de sorte qu'elles ne peuvent plus constituer un système cohérent. Ainsi, la crise du nationalisme arabe, se traduisant par une crise de la modernité, comme je viens de le dire, débouche directement sur le vide, c'est-à-dire sur une déstructuration de tout cadre de référence, et entraîne une désorientation générale qui laisse les individus, comme les collectivités, sans repère de sens, c'est-à-dire dans un état de désordre intellectuel, politique, éthique et moral. Il s'est produit ce que les anthropologues appellent la contre-acculturation qui survient lorsque la rupture avec la culture traditionnelle est suffisamment profonde pour interdire toute recréation pure et simple des significations originelles¹³. Comme un disque reformaté, on ne peut comprendre le contenu de la culture passée qu'à la lumière de la culture présente. C'est pourquoi, même quand on décide de se couper de la culture moderne pour retourner aux anciennes valeurs, on ne reproduit que les modèles d'organisation, les systèmes de représentations, les significations et les aspirations dictées par la culture moderne. C'est ainsi qu'on ne retourne pas à l'islam communautaire tel qu'il a été vécu par les Anciens, mais on voudrait construire un Etat islamique qui n'a jamais existé, car le modèle de l'Etat est seul à faire sens dans notre univers moderne. Il en va de même en ce qui concerne la Charia qu'on voudrait substituer au Droit positif, de l'islam qu'on perçoit comme une organisation politique, de la religion qu'on prend pour une nation, du Coran qu'on assimile à un savoir scientifique, de la Communauté qu'on identifie à un Etat. On cherche à retrouver le sens de la modernité trahie dans des traditions réinventées. C'est pourquoi le retour à l'islam s'accompagne d'une volonté de réinventer la modernité, une modernité autre, ou une contre modernité propre aux musulmans. Cette réaction contre l'échec et la domination, loin de pouvoir sortir les peuples de l'impasse risque de les y enfoncer. Il produit ainsi autant de désespérances que d'espoirs. Cet « alliage » du traditionnel et du moderne, ou plutôt cette volonté de faire du moderne à partir de l'ancien, par exemple de la confession ou du clan une sorte de parti politique dans un Etat multipartite, de la foi une politique, de la communauté un Etat, donne à la nouvelle démarche un aspect monstrueux.

Les causes de l'échec

La question qui se pose est alors de savoir la cause de la faillite de ce nationalisme arabe et la raison de sa dégénérescence. La critique historique du nationalisme reste dans le monde arabe relativement rare. Une telle entreprise n'intéresse certainement pas la partie des intellectuels qui l'a désavoué pour adhérer à l'islamisme. A leurs yeux, le nationalisme arabe n'est qu'un avatar du colonialisme, une idée importée, étrangère à la tradition musulmane. Il était donc voué à l'échec. Et c'est mieux ainsi, car cela libère la voie au retour victorieux de l'islam. L'idéologie de l'islamisme se voit par définition une expression de l'authenticité, de l'identité, des valeurs culturelles et spirituelles des peuples musulmans. Pour les quelques mouvements d'inspiration nationaliste arabe qui ont survécu au séisme politique et idéologique de l'islamisme, triomphant depuis environ trois décennies, reconnaître l'échec de l'arabisme est inconcevable. Il s'agit plutôt, à leurs yeux, d'une éclipse passagère due à une conjoncture défavorable. Certains peuvent voir dans l'islamisme la réincarnation de l'arabisme et cherchent à s'y associer, voire parfois à s'y fondre¹⁴. Par contre, dans les milieux intellectuels et académiques, on a tendance aujourd'hui à incriminer le caractère personnel et autoritaire du leadership nationaliste, depuis Nasser jusqu'à Kadhafi en passant par S. Hussein, H. Boumediene, H. Assad, et les autres. Robert D. Kaplan, développe dans un article récent une nouvelle thèse. Il suggère que ce qui a tué le nationalisme séculier arabe serait une combinaison entre une mauvaise forme d'urbanisation et ce que Michael Hudson, un spécialiste américain connu du Moyen Orient a appelé en 1970, les « identités primordiales » tribales, confessionnelles et religieuses¹⁵.

La pauvreté, l'absence de démocratie ...

Or, cette combinaison peut expliquer l'extension rapide de l'islamisme mais pas sa raison d'être. Il n'y a aucun doute que les mouvements islamistes ont trouvé un terrain très favorable dans les ceintures de pauvreté qui entourent les grandes villes arabes, où des populations déracinées, semi-urbanisées, privées de tous les moyens de s'intégrer au milieu urbain se trouvent entassées sans espoir. La thèse de l'absence de démocratie est également insuffisante pour expliquer l'échec de l'arabisme et

par conséquent son remplacement par l'islamisme comme idéologie et mode d'association et d'organisation populaires ; car le problème de l'arabisme ne vient pas du manque de légitimité populaire. Grâce à un leadership charismatique, il a bénéficié, au contraire, d'un soutien massif dont aucun autre mouvement, y compris celui de l'indépendance, n'a bénéficié. Les causes de cet échec devraient être recherchées, comme tout échec d'ailleurs, dans l'examen de la rationalité de l'action, c'est-à-dire de l'utilisation de moyens appropriés pour atteindre les buts recherchés.

... et un double défi

Le nationalisme arabe des années 50-60 a constitué un double défi. Le premier est un défi à l'ordre semi-colonial issu des indépendances formelles à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, dans une région ultra-stratégique où se trouvent rassemblés des enjeux vitaux de portée internationales : les ressources d'énergie pétrolière, indispensable à l'économie industrielle ; la position géopolitique qui fait de la région un carrefour de communications internationales ; le site qui a été choisi par le mouvement sioniste et soutenu par les puissances occidentales pour trouver une solution définitive à la question juive qui a hanté l'Europe moderne et n'a fini que par une faillite morale dont l'Europe ne s'est toujours pas remise ; le champ de confrontation de tous les patrimoines symboliques des trois grandes religions monothéistes, toutes à caractère universel et à tendance impériale. Le deuxième défi est celui de la domination de systèmes sociaux semi-féodaux basés sur une séparation, de plus en plus menacée et indéfendable, entre villes policées et campagnes frustes et démunies.

Une période de guerres multiformes

En soulevant les peuples contre l'ordre établi, intérieur et extérieur, le mouvement nationaliste arabe a suscité la réaction des forces rivales et a incité ses adversaires à s'unifier. La période dominée par l'idéologie du nationalisme arabe a été de ce fait une période de guerres multiformes : contre les puissances européennes défendant leurs positions stratégiques privilégiées et contre les élites locales traditionnelles composées de notables semi-féodaux, de familles bourgeoises mercantiles, de chefs de tribus ou de clans qui, après avoir

dirigé la lutte pour l'indépendance, ont pensé faire des pays libérés des fiefs privés. A la coalition des forces coloniales et des classes privilégiées, le mouvement nationaliste arabe a opposé l'alliance des travailleurs, paysans et artisans, d'inspiration soviétique. Le combat pour la libération et l'émancipation se transforment très vite en une sorte de guerre civile à l'échelle du monde arabe opposant des régimes et forces dites progressistes aux régimes pro-occidentaux et réactionnaires. Les coups d'Etat des « Officiers libres » se succèdent dans plusieurs capitales arabes, parallèlement aux pressions politiques, économiques, et aux interventions militaires¹⁶. En l'absence d'une élite nationale éduquée, d'une conception rationnelle de la politique, d'une tradition étatique enracinée et d'une culture institutionnelle, le mouvement de masses était condamné à verser dans le populisme. Des efforts immenses, humains et matériels ont été perdus dans des actions qui relèvent plus de l'ordre de l'agitation collective que de celui de la réalisation d'objectifs bien déterminés. La structure du mouvement se réduisait en réalité à sa forme la plus simple :

- ▶ d'un côté, un chef charismatique dépendant dans son action d'appareils bureaucratiques incompetents,
- ▶ de l'autre des masses désorganisées qui n'étaient là que pour applaudir et/ou contester.

Victime de son succès

Le nationalisme arabe a été victime de son succès. En entraînant sur la scène politique des masses qui n'ont connu à travers l'histoire que mépris, isolement et humiliation, en leur promettant de devenir les acteurs de leur propre histoire, en soulevant tant d'espoir d'émancipation et de justice, il réussit à s'assurer un soutien populaire immense. Mais en ne sachant ou ne pouvant se doter de moyens politiques, intellectuels et institutionnels indispensables à la réalisation de ses promesses, il s'est condamné à l'échec. La rapidité avec laquelle les mêmes masses vont désertir l'idéologie et le mouvement nationalistes, était d'ailleurs à la mesure de la déception qu'ils ont engendrée¹⁷. L'islamisme qui va leur succéder en a hérité les défauts. En reproduisant, sur des bases conceptuelles plus confuses et controversées, le même schéma populiste, il se met dans l'impasse et se condamne à l'échec. Sa force est due plus à l'absence d'alternative face à l'offensive néocoloniale qui vise à réassurer son contrôle sur cette région hyperstratégique

qu'à sa puissance. Son projet d'instaurer un Etat dit islamique n'est, malgré les apparences, pas rassembleur comme l'a été celui de l'arabisme qui est incontestablement à l'origine du plus grand mouvement de sensibilisation politique et d'éveil des classes populaires à l'intérêt public qu'a jamais connu l'histoire des sociétés arabes¹⁸. Il est au contraire la source d'une plus grande confusion politique et la cause d'une grande division au sein de l'opinion. Ainsi, mouvement majoritaire sur le plan idéologique et politique, l'islamisme n'a réussi aucun de ses objectifs. Il n'arrive même pas à rompre l'encerclement qui lui est imposé par les élites au pouvoir. Son impuissance paradoxale se manifeste par son incapacité à peser sur le cours de l'événement. Ainsi, c'est en sa présence comme force politique et idéologique prédominante que s'est opérée la transformation des projets nationaux en projets de domination clanique, et que s'est généralisée la corruption. Le peu de résistance que les peuples ont opposé au projet de détournement des politiques nationalistes par les élites au pouvoir, jusqu'à fonder ce que l'on appelle aujourd'hui des républiques monarchiques où les parents laissent leur pouvoir en héritage à leurs descendants, constitue la meilleure illustration de cette impuissance.

Par delà nationalisme et islamisme

Y a-t-il encore une chance pour que ce projet nationaliste et séculier arabe qui a suscité tant d'espoir puisse se régénérer ou est-il définitivement dépassé ? Au-delà de son caractère spécifique, l'échec du nationalisme arabe pose la question de la viabilité d'un projet de construction de nation à l'ère de l'impérialisme et de la mondialisation. Le mythe sur lequel tout projet nationaliste repose est largement entamé depuis l'émergence du phénomène au 19^e siècle. La désillusion engendrée par les multiples guerres et conflits associés au nationalisme, la trahison des élites, le dépassement dans la pratique de la notion de souveraineté nationale, le discrédit du politique même, de plus en plus impuissant face au monde des affaires, des appareils sécuritaires et des réseaux d'intérêts occultes, se réunissent aujourd'hui pour empêcher le mythe de nation de fonctionner comme il l'a fait dans le passé. Il ne peut plus transcender ou même dissimuler les conflits d'intérêt inhérents à toute société, au moment où la culture de consommation, la recherche du plaisir immédiat et de

l'épanouissement des individualités deviennent les critères du bonheur et de la valorisation de soi. Le culte de la puissance, nationale et collective, est perçu aujourd'hui plus comme un défaut, une tare qu'une valeur stimulante. Cela dit, une fédération des pays arabes, partielle ou complète, et son insertion dans le cadre plus large d'une organisation régionale regroupant toutes les nations du Moyen Orient, reste en soi un projet historique prometteur, voire incontournable dans toute perspective de sortir la région de sa crise majeure et endémique, due en grande partie à l'incohérence et à l'instabilité de sa structure géopolitique. En d'autres termes, ce qui a échoué et qui demande à être révisé n'est pas l'aspiration à l'unité dans une région qui, depuis l'éclatement de l'empire ottoman, n'a connu que les guerres et les conflits. Ce n'est pas non plus la solidarité entre les peuples arabes, en particulier avec le peuple de Palestine, mais ce sont les approches archaïques d'inspiration nationaliste classique qui ont miné tous les efforts d'intégration des peuples arabes comme beaucoup d'autres peuples dans la période de l'après guerre.

Découvrir et croire à ses forces

En abandonnant l'hypothèse nationaliste, les Arabes peuvent compter sur des réseaux de solidarité, de stabilité et de sécurité nouvelles et s'offrir d'autres perspectives plus prometteuses. Il s'agit de perspectives régionales où les Arabes sont invités à travailler côte à côte avec les Turcs, les Iraniens, les Kurdes, les Israéliens (une fois débarrassés de l'option colonialiste), et de tous les autres peuples de la région. Cela afin de faire du Moyen Orient tout ce qui lui manque cruellement aujourd'hui, c'est-à-dire une zone de paix, de développement, de sécurité, de coopération, de respect mutuel, de Droit et de démocratie. Ce sont là les conditions indispensables à la prospérité. L'avenir des Arabes dépend de la fin de l'état d'aliénation qui caractérise leur rapport à l'Occident, incarné autant dans la volonté de triompher et d'abolir sa séculaire domination, de plus en plus problématique, voire illusoire, que par la quête de sa bénédiction et la foi en sa protection. Ce qui demande des Arabes de tenter de regarder en eux-mêmes et autour d'eux, de découvrir leurs forces et celles de leurs voisins, d'y croire et de compter sur elles pour trouver des solutions aux problèmes souvent provoqués par la domination étrangère. La coopération pour la mise en oeuvre d'un projet régional effectif est la seule

option susceptible de répondre aux aspirations des peuples du Moyen Orient et de combler le vide politique et stratégique créé par l'effondrement tout récent de la stratégie américano-israélienne dans la région. Le mot d'ordre des Arabes doit être désormais, « zut » à l'Occident, ni plus ni moins. C'est le prix à payer pour se libérer de ce spectre qui a hanté, des siècles durant, qui hante encore leurs nuits. ■

Notes

1. Voir en particulier Abdel Aziz Addouri, *La formation historique de la nation arabe : identité et conscience*, Markaz Dirasat al Wahda al Arabiya, Beyrouth, 1986. L'Organisation des Frères Musulmans qui voyait dans le nationalisme une idéologie rivale pendant les années 1950-60 s'est beaucoup rapprochée des idées arabistes dans les deux dernières décennies. La critique de l'arabisme vient beaucoup plus du côté de l'islamisme contemporain radical. Voir, Olivier Carré, M. Seurat, *Les Frères Musulmans (1928-1982)*, L'Harmattan, version numérique, mars 2002. 2. C'est également la position de l'un des spécialistes français de l'histoire de la pensée arabe moderne, Olivier Carré qui est arrivé à la même conclusion à partir de l'analyse des attitudes développées par cette idéologie à l'égard de l'implantation israélienne en Palestine. Voir O. Carré, *Le nationalisme arabe*, Fayard, Paris 1993. Mais ce n'est rien face à *Le croissant et la croix gammée ou les secrets de l'alliance entre l'Islam et le nazisme d'Hitler à nos jours*, de Roger Faligot et Rémi Kaufer aux éd. Albin Michel (1990), qui est un simple travail de diffamation. Fouad Ajami avance également des thèses très critiques dans *The End of Pan-Arabism*, in *Pan-Arabism and Arab nationalism : The Continuing Debate*, ed. Tawfic E. Farah, Boulder, Colo. : Westview Press, 1987 et *The Arab Predicament : Arab Political Thought and Practice Since 1967*, Cambridge : Cambridge University Press, 1992. Pour des approches plus scientifiques voir par exemple Zeine N. Zeine, *Arab- Turkish Relations and the Emergence of Arab nationalism*, Beirut : Khayat's, 1958 ; Sylvia Haim, *Arab nationalism : An Anthology*, Berkeley and Los Angeles : University of California Press, 1962 ; C. Ernest Dawn, *From Ottomanism to Arabism : Essays on the Origins of Arab*

Nationalism, Urbana, Ill. : University of Illinois Press, 1973 ; Philip S. Khoury, Urban Notables and Arab nationalism : The Politics of Damascus 1860-1920, Cambridge : Cambridge University Press, 1983. 3. Par ex. Bernard Lewis, Que s'est-il passé ? L'islam, l'Occident et la modernité, (tr. Fr.), Gallimard 2002. Et, pour plus de développement sur ce sujet voir Edward Saïd, *Covering Islam : How the media and the experts determine how we see the rest of the world*, Vintage, London, 1997. 4. Muhammad Shamsaddin Megalommatis, 11/23/05 : <http://www.buzzle.com/editorials/11-23-2005-82151.asp> 5. Doctrine fondée par Abdul Wahhab (1720-1792), qui épousa une des filles de Mohamed ibn Saoud. Elle se fonde sur les enseignements de Ibn Taïmya (13e siècle) disciple du grand théologien, Ahmad ibn Hanbal (9e siècle) fondateur de l'école juridique la plus rigoriste de l'islam sunnite. 6. *Arabic Thought in the Liberal Age 1789-1939* d'Albert Hourani, London : Oxford University Press, 1962 ; reprint, Cambridge : Cambridge University Press, 1983)) reste la meilleure référence sur la nahda et le réveil arabe au 19e siècle avec l'ouvrage de George Antonius, *The Arab Awakening : The Story of the Arab National Movement*, London : H. Hamilton, 1938. 7. Martin Kramer, « Arab Nationalism : Mistaken Identity, » *Daedalus*, Summer 1993. 8. Les Jeunes Turcs est un parti politique nationaliste révolutionnaire et réformateur ottoman, officiellement connu sous le nom de Comité Union et Progrès (CUP) [Ittihat ve Terakki Cemiyeti], dont les chefs ont pris le pouvoir en 1909 par un coup d'Etat monté contre le Sultan Abdülhamid. Il n'est pas inutile de rappeler ici que c'est un général d'origine arabe, Mahmoud Chevket qui donna l'ordre à la deuxième et à la troisième armées de marcher sur Istanbul, où il pénétra le premier le 24 avril 1909. 9. Il faut dire que les nationalismes arabes antiturcs comptaient beaucoup sur l'appui de la France et de la Grande Bretagne, qui contrôlaient respectivement l'Afrique du Nord et l'Egypte. Mais leur attitude va changer plus tard lorsqu'ils vont découvrir la cause commune qui les ressemble avec les autres peuples arabes. 10. Voir à ce sujet notre ouvrage *Le malaise arabe, l'Etat contre la nation*, La Découverte, Paris 1991. Aussi, une autre approche critique dans *The Origins of Arab Nationalism* de Rashid Khalidi, Columbia University Press, N.Y. 1991. 11. La Révolte arabe (1916-1918) est le nom qui a été donné au mouvement de séparation des provinces arabes asiatiques de l'empire ottoman afin de créer un Etat arabe unifié allant d'Alep en Syrie à Aden

au Yémen. Elle a été la conséquence d'une coalition regroupant la classe moyenne des grandes villes de Syrie naturelle et les chefs religieux du Hedjaz, en Arabie, dirigées par Cherif Hussein ibn Ali. 12. Il existe une vaste littérature sur les projets de développement qui ont occupé les pouvoirs nationalistes et progressistes en Egypte, Algérie, Irak, Syrie, Soudan, Yémen et autres. Mais les meilleures illustrations sont les chartes nationales publiées par les différents régimes dans les années 1950-60 et approuvées comme des plateformes des mouvements nationaux. 13. Notamment Roger Bastide, voir l'article « Acculturation », in *Encyclopedia Universalis*, Paris. 14. C'est la raison d'être du Congrès national-islamiste (al Mutamar al qawmi al islami) qui s'est fixé pour but de réconcilier les deux tendances et de les aider à créer une large coalition nationaliste-islamiste. Il se réunit pour le moment une fois tous les deux ans. 15. Robert D. Kaplan, « Arab nationalism's last gasp », *Atlantic Monthly*, 7 janvier 07. 16. La fièvre du nationalisme arabe touche tous les pays de la Ligue arabe, de l'Irak jusqu'à la Mauritanie. Même l'Arabie Saoudite, bastion sans conteste du conservatisme et de l'archaïsme politique n'a pas été épargnée. Une tentative d'un coup d'Etat nationaliste a été déjouée à la fin des années 1950. 17. Notre ouvrage op.cit. 18. C'est pourquoi l'islamisme n'est pas, comme le suggère Olivier Roy (« L'islamisme, nouveau panarabisme », *Les enjeux de 2006, Alternatives Internationales*, Hors-série, 3, Décembre 2006), une continuation de l'arabisme même s'il lui emprunte certains aspects extérieurs. Il est plutôt un contrenationalisme. Son anti-américanisme n'est pas un anti-impérialisme. Le nationalisme est un mouvement de rénovation identitaire s'inspirant des valeurs de la modernité politique, le deuxième est une réinvention de l'identité ancienne, un rejet de l'histoire. arabistes dans les deux dernières décennies. La critique de l'arabisme vient beaucoup plus du côté de l'islamisme contemporain radical. Voir, Olivier Carré, M. Seurat, *Les Frères Musulmans (1928-1982)*, L'Harmattan, version numérique, mars 2002. 2. C'est également la position de l'un des spécialistes français de l'histoire de la pensée arabe moderne, Olivier Carré qui est arrivé à la même conclusion à partir de l'analyse des attitudes développées par cette idéologie à l'égard de l'implantation israélienne en Palestine. Voir O. Carré, *Le nationalisme arabe*, Fayard, Paris 1993. Mais ce n'est rien face à *Le croissant et la croix gammée* ou *les secrets de*

l'alliance entre l'Islam et le nazisme d'Hitler à nos jours, de Roger Faligot et Rémi Kaufer aux éd. Albin Michel (1990), qui est un simple travail de diffamation. Fouad Ajami avance également des thèses très critiques dans *The End of Pan-Arabism*, in *Pan-Arabism and Arab nationalism : The Continuing Debate*, ed. Tawfic E. Farah, Boulder, Colo. : Westview Press, 1987 et *The Arab Predicament : Arab Political Thought and Practice Since 1967*, Cambridge : Cambridge University Press, 1992. Pour des approches plus scientifiques voir par exemple Zeine N. Zeine, *Arab- Turkish Relations and the Emergence of Arab nationalism*, Beirut : Khayat's, 1958 ;

Abonnement Contact Qui sommes-nous ?
design by Studio4u